

la Gueule ouverte



n° 252 / Hebdomadaire / 14 mars 1979 / 5 FF

Suisse 2,50 FS / Belgique 42 FB

ESPACES D'AUTOGESTION

Entretien avec P. Viveret et P. Rosanvallon

pp. 9 à 12

pp. 15 à 17

DES RICHESSES DANS VOTRE POUBELLE !

Photo GO/P.Y.P.



D.R.



3

LA JALOUSIE EST-ELLE POLITIQUE ?

pp. 4 et 5

Rectificatif

V oici un rectificatif à l'article de Régis sur la forêt ; p. 11, 1^o colonne, 4^o ligne avant la fin du 2^o paragraphe :

4,5 tonnes de fuel à 0,90F le litre, ça ne fait pas 4000F car un litre de fuel ne pèse pas un kilo. Un kilo de fuel = 1,19 litre du même fuel, soit : 4500 KG x 1,19L x 0,90F = 4820F (arrondi). Il me semble que l'erreur est appréciable, à vous de voir.

JF Breton
the best «chauffagiste in the world».

Les écolos ont des cadavres plein la bouche

J e viens de participer à une journée de réflexion sur le thème «Vivre l'écologie au quotidien». J'étais de ceux qui avaient proposé ce thème de réflexion à notre groupe écologique qui a la réputation d'être dynamique et sympathique à la fois.

J'attendais beaucoup de cette journée dont je ressentais le besoin pour faire le lien entre notre action et notre vie quotidienne. Dans ma façon de vivre l'un renforce l'autre. Le résultat de la journée est très différent de ce que j'imaginai.

Le matin c'était sympa. Une quinzaine de copains installés en rond sur des coussins. Le feu de bois qui crépitait écologiquement dans la cheminée. La neige dehors, le chaud dedans. Nous abordons le premier thème.

Qu'est-ce que l'écologie pour moi ? Il ressort différentes idées qu'il était bon de se remettre à l'esprit : la vie

naturelle, les économies d'énergie, respecter les cycles de la biosphère, et même accepter d'avoir un peu froid le matin. Bref un bon début. Vient le repas, temps d'échange, et de réjouissance et de convivialité. Le pied quasiment.

L'après-midi on reprend notre réflexion sur le thème «Qu'est-ce que je fais dans le quotidien pour vivre de façon écologique ?» «Quelles difficultés je rencontre ? Un froid soudain s'abat, une gêne. Comme c'est moi qui ai proposé ces thèmes, l'une me dit «vas-y toi !»

Je dis des trucs, histoire d'amorcer la discussion : notre consommation de fuel est passée en 5 ans de 5000 l à 1000 l par différentes astuces et l'utilisation du bois, ressource de notre région ; la voiture âgée de 11 ans dont je ne me sers plus guère pour mon travail : à la place train et vélo et que c'est un plaisir ; la contradiction que je ressens de devoir utiliser la voiture pour des réunions écolos. Quelques uns rigolent «t'es bien con» (de fait le parc automobile autour de notre lieu de réunion est un bon échantillon de la moyenne française). J'essaie d'expliquer que la bagnole pour tous sur toute la planète ce n'est mathématiquement pas pensable etc... pas d'écho.

Je m'enfonce encore un peu plus à propos du travail. Après avoir été un bon cadre dynamique travaillant à 120% de son temps, je suis à mon compte avec les risques que cela comporte pour pouvoir travailler moins (mais aussi gagner moins). Conséquences heureuses : moins de besoins, moins d'impôts, plus de possibilités de faire soi-même ou d'agir dans le groupe, plus de temps avec les enfants. Réactions : «on ne peut pas : il faut du fric pour payer la maison, les postes à mi-temps c'est pas valable dans l'enseignement et ailleurs c'est pire etc...»

Il y en a un qui généralement ne parle pas qui dit tout de même : «Chez nous on chauffe au bois. Je suis ouvrier et Martine reste à la maison. Le plus souvent je

vais à pied. On cultive nos légumes et on les garde à la cave, pas besoin de congélateur. Les copains se marrent, mais moi aussi je suis bien». Une autre voix que l'on entend rarement va aussi en ce sens. Ouf je ne suis pas tout à fait seul.

N'empêche que je réalise subitement une chose essentielle : les écolos vivent de la même façon que les autres qu'ils critiquent. Rares sont ceux qui ont vraiment envie de changer. Les écolos qui sont tous beaux et gentils sont les alliés objectifs du système, comme diraient les marxistes.

Chacun a ses problèmes à un moment donné, c'est entendu. Mais avez-vous envie de commencer à changer quelque chose dans votre vie ? Globalement, la réponse est Non ! (naturellement je ne suis pas objectif, mais voilà ce que je ressens). Alors que valent les mots que nous les écolos nous proclamons : lutte anti-nucléaire, énergies douces, transports en commun, autogestion réduction de consommation ? J'en passe. Ce sont «des cadavres dans la bouche». Nous ne sommes pas crédibles ni vis-à-vis des autres, ni vis-à-vis de nous-mêmes. Les cadavres ne sont pas dangereux.

Notre action est pourriée parce que nous n'avons pas vraiment envie du monde que nous imaginons. Les quelques pas en avant vers ce monde écologique nous ne les faisons pas aujourd'hui alors que nous le pourrions. Et voilà pourquoi EDF finira par installer toutes ses centrales nucléaires. Au fond nous préférons encore avoir cette énergie-là plutôt que de manquer (de quoi ?)

Je me console en me disant qu'il y aura quelques îlots de résistance, mais la radioactivité ne connaît pas les frontières, et ce n'est même pas le problème le plus grave.

Ce soir-là fut pour moi épouvantable. J'ai senti avec évidence qu'il n'allait rien se passer d'important dans le mouvement écologique d'ici 5 à 6 ans parce qu'il n'y aura rien de provoquant dans la vie

de la planète. Et parce que même ceux qui savent n'ont pas compris. C'est dur à vivre.

Alors nous entrerons tous, puisque nous ne pouvons échapper à notre triste solidarité, dans la période agitée ou dramatique de 85 à 90. Ce n'est pas de la prophétie, c'est de la statistique : voir les dernières publications du Club de Rome. Rien ne sera prêt, ni les esprits, ni les structures, pour cette dangereuse traversée. J'ai peur pour ma vie, c'est-à-dire ma liberté, ma santé... Que faire ? Pour l'instant, je ne peux que gueuler : Parce que j'ai mal. Que ceux qui ont des tripes entendent. J'aimerais savoir ce qu'ils ont entendu.

JP Lepelletier
67 250 Lobsann

Et nos massacres à nous ?

J e n'ai pas vu «Holo-causte», et je ne verrai pas la suite de ce film. Il peut paraître intéressant que des Allemands regardent leur passé avec effroi ; cela leur permet de détourner leur regard du présent de Stammheim, de ne pas projeter «l'Allemagne en automne» sur toutes les chaînes de télé.

Mais ceci est l'affaire des allemands, et la mienne est de comprendre pourquoi on s'obstine, en ce siècle de génocide, à ne parler que de celui (tragique) des juifs sous le nazisme ; il apparaît en effet que cette évocation permanente sert à cacher les questions de principe sur le génocide comme moyen de gouverner, et qu'on peut ainsi oublier les autres massacres, les

autres horreurs. On oublie le massacre des Arméniens, puis des Grecs d'Asie Mineure car il ne faut pas froisser les Turcs, les Tatars de Crimée et les Allemands de la Volga sont sacrifiés à l'amitié franco-soviétique, et nos massacres à nous, purges de l'après-guerre ou massacres de civils dans les colonies (bombardements de Sétif, de Haiphong, de Majunga, etc...) sans parler des tortures de ces mêmes périodes sont purement et simplement niés, voire même justifiés.

Il me semble de la plus haute importance de rappeler qu'en 1947, Camus écrivait : «le fait est là, clair et hideux comme la vérité : nous faisons dans ces cas là ce que nous avons reproché aux allemands de faire. Je sais bien qu'on nous en a donné l'explication. C'est que les rebelles malgaches, eux aussi, ont torturé des Français. Mais la lâcheté et le crime des adversaires n'excusent pas qu'on devienne lâche et criminel». Nous n'avons pas tenu compte de cet appel, mais il faut d'urgence regarder le passé et surtout le présent et l'avenir de la France pour s'assurer que de telles horreurs ne se reproduiront pas. La contemplation morbide des crimes nazis ne fait que masquer la réalité des autres génocides et surtout empêche de prendre conscience que le massacre n'est pas une aberration, mais un principe de gouvernement unanimement reconnu, par tous les pouvoirs de cette planète. On oublie trop souvent que le tort des nazis devant Staline ou Roosevelt était surtout d'avoir perdu, et qu'aucun gouvernement actuel ne peut se prétendre innocent des crimes contre l'humanité tels qu'ils ont été définis à Nuremberg. Seulement personne ne peut prendre de mesures efficaces contre un pouvoir en place. Alors, pour masquer l'horreur du présent, on fixe les regards sur une des monstruosités du passé, choisie pour que cette condamnation n'enraye aucun des mécanismes économiques internationaux qui font survivre notre système.

M. Bourguet



petit-roulet

Considérations inactuelles

Quinze millions d'enfants sont morts de faim ou de malnutrition en 1978. Quinze millions d'enfants mourront cette année des mêmes causes. Tout le monde le sait. Mais presque plus personne ne s'en préoccupe. Pour les médias ces chiffres ne constitueront jamais un fait d'actualité. Pour les politiques ce problème ne constituera jamais autre chose qu'un prétexte à un discours humaniste jamais suivi d'effet. Combattre la faim ne constitue en rien un objectif stratégique intéressant. Vendre des armes est nettement plus important. Rééquilibrer un rapport de force est beaucoup plus utile. Même si des milliers d'hommes doivent mourir pour cela, créant ainsi l'actualité dont se nourriront les éditos et les «unes» quinze jours durant.

Il devient banal de constater que ce qui constitue une tare structurelle du mode occidental de production se situe tout entier dans l'intemporel, dans l'inactuel. Cynisme d'une civilisation pour laquelle l'évènement est le contingent, l'éphémère, le déjà dépassé.

Pour que le «problème de la faim dans le monde» (comme l'on dit) fasse irruption dans les colonnes de nos quotidiens «bien informés» il faut une famine particulièrement spectaculaire dans le Sahel ou une conférence insipide de Chefs d'Etats en mal de popularité. Quand des militants mondialistes veulent malgré tout sensibiliser l'opinion, la seule arme possible est l'utilisation du spectaculaire lui-même. Créa-

tion d'un évènement périphérique pour constituer l'a-évènement en actualité.

Telle est la démarche qui a conduit Marco Panella, leader radical italien, à entamé le 5 mars, une fois de plus, une grève de la faim illimitée. Objectif : obtenir le transfert de quatre mille six cent milliards de liras (deux pour cent du Produit National Brut Italien) des budgets et des fonds affectés à la défense et à la construction des centrales nucléaires aux organismes de l'ONU et de l'UNICEF «spécialisés» dans la lutte contre la malnutrition et la faim. Avec en annexe une proposition qui ne manque pas de réalisme : suspension pendant deux ans de la conscription militaire, afin de parvenir à l'économie nécessaire. Le soutien autour de l'initiative de Marco s'organise. Le président de la République lui-même, le socialiste Sandro Pertini, a déclaré soutenir la campagne des radicaux.

Encore une fois, à la Gueule Ouverte, nous nous faisons l'écho de cette actualité en marge qui soulève des problèmes trop fondamentaux pour que le spectacle journalistique y consacre trop d'importance. Mais n'est-ce pas notre rôle de parler et reparler sans cesse de ces choses si quotidiennes et de la solution desquelles dépendent et notre humanité et notre simple survie?

Marc Thivolle ●

Administration
Bourg de Saint Laurent
en Brionnais.
71800 La Clayette
Tél : (85) 28 17 21
Télex : ECCPOLE 801 630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patratras, Capital de 2100F.

Abonnement 170 à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités 100F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des éditions Patratras, Le Bourg 71800 St Laurent en Brionnais (joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres)

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

Sommaire

Jalousie et autogestion	pp. 4 et 5
Nouvelles de la planète bleue	p. 6
Nantes antinucléaire	p. 7
L'Europe des pros	p. 8
Espaces d'autogestion	pp. 9 à 12
A l'Est, la non-violence	p. 13
Des virus en conserve	p. 14
Le retour des ordures	pp. 15 à 17
Le terrain	pp. 18 et 19

Jalousie et autogestion



La tendance vers l'autorité est une manière d'atténuer les problèmes de jalousie égalitaire

Sommes-nous maîtres de nos envies dans un système qui stimule la jalousie et qui empêche son expression émotionnelle ?

Les espérances révolutionnaires d'une justice sociale sont-elles réelles ou bien sorties d'inconscients jaloux ?

Jérôme Liss est docteur psychiatre et est d'origine américaine. Il anime des groupes de bio-énergie. Il a beaucoup travaillé sur les phénomènes de jalousie tant politique que privée. Il a bien voulu répondre à nos questions.

Le marxisme, en faisant l'impasse sur la jalousie, a accouché de la bureaucratie, et parce qu'elle n'est pas reconnue, dit-il, la jalousie fait avorter l'autogestion.



La Gueule Ouverte : Pour toi, la jalousie et l'envie sont des sentiments très courants, même s'ils sont inconscients. Comment se mettent-ils en place dans la petite enfance ?

Jérôme Liss : Quand une mère retire le sein à son enfant, celui-ci ressent de la frustration ; mais il ajoute à la frustration ressentie, l'idée logique que le sein garde la satisfaction pour lui-même. L'enfant peut alors ressentir une haine et un désir de détruire le sein.

Cela est la base de l'envie ; c'est le désir d'avoir la satisfaction que l'autre a gardée.

Mélanie Klein

Mélanie Klein (1) ajoute que le sujet veut détruire, par revanche, cette source d'envie qui a gardé la satisfaction pour elle-même au lieu de la partager.

Ainsi, quand une personne dit : «J'envie quelqu'un», il y a non seulement l'envie d'avoir quelque chose de l'autre, mais également la pulsion inconsciente de détruire l'autre pour cette privation. C'est un phénomène beaucoup plus répandu que l'on ne pense et que l'on ne reconnaît que difficilement car l'une des manières de se défendre contre l'envie est de rendre l'autre envieux de soi-même.

Psychologie humaniste

L'association Française de Psychologie Humaniste, dont le but est «d'aider les gens intéressés par le développement personnel et social, à se rencontrer et à favoriser leurs objectifs» vient de se créer. Elle est ouverte à des personnes venues d'horizons différents, qui s'intéressent à la psychologie humaniste : sociologues, éducateurs, architectes, professions para-médicales et médicales, etc...

Elle organise des «conférences-atelier» : Jeudi 22 mars à 20H30, FIAP, 30 rue Cabanis, Paris 14, 15F.

«L'apport de la psychologie humaniste dans la recherche de l'épanouissement».

19 avril, 20H : «Epanouissement et thérapie».
7 mai, 20H : «Vivre au présent».
7 juin, 20H : «La recherche de l'amour»

Pour tous renseignements écrire à Dominique Batude, 6 rue de Savoie, Paris 6.

G.O. : L'envie n'est-elle que négative ?

J.L. : Il est important de comprendre la différence entre «admiration-excitation» et «envie-jalousie».

Si tu vois un film où les acteurs font très bien l'amour et si tu es avec ton amie et que tu d'identifies : «C'est comme cela que j'aime mon amie !», l'excitation que tu ressens est positive et tu es dans une position «admiration-excitation». De même si ton ami fait quelque chose de beau et que tu en sois heureux.

Mais si tu regardes le même film que précédemment pendant une période de séparation affective, et si tu imagines que ton amie fait l'amour avec un autre homme, toute cette excitation aura un résultat négatif sur toi-même. En fait, la stimulation du monde extérieur est

identique mais la signification change et ton estime de moi est réduite. Cela produit l'envie.

Souvent on glisse de l'admiration-excitation positive à l'envie négative ; aussi est-il important d'analyser ce passage. Beaucoup de situations peuvent être comprises avec la problématique de l'envie.

G.O. : Une fois que l'individu est en situation d'envie, que peut-il faire ?

J.L. : Je pense que la solution n'est pas de nier l'envie, mais de la reconnaître. Dans la politique, l'envie joue un rôle important, mais le fait que cela ne soit pas reconnu conduit à des conséquences destructives.

Beaucoup de nos besoins sociaux peuvent être compris comme une satisfaction motivée par l'envie. L'individu envie les autres et prend des décisions afin d'être admiré par les autres. Beaucoup de satisfactions sociales sont basées sur la comparaison. Le prestige, l'argent, le talent, l'attraction physique sont comparatifs et bien souvent également la sexualité. En effet, dans les relations intimes, un certain aspect peut être satisfait en soi, mais un autre aspect peut être basé sur la comparaison.

Marx jaloux

G.O. : Réduire les inégalités, sources d'envie, n'est-ce pas à cela qu'aspirent certains mouvements politiques ?

J.L. : Marx, comme Lénine, ont surtout parlé de l'injustice : «1000 familles bourgeoises en Russie possèdent autant de terre que deux millions de familles de paysans».

Derrière cela, il y a un sentiment de jalousie chez Lénine et Marx. Ils s'identifient au prolétariat et expriment l'envie. Les marxistes désireront alors un monde où la chose la plus importante est l'égalité. Bakounine était beaucoup plus préoccupé par les questions de liberté. Pour lui, l'oppression se situait plus au niveau du pouvoir de décision.

G.O. : Quelles conséquences la jalousie a-t-elle sur le marxisme ?

J.L. : Les marxistes parlent comme si, pour éliminer l'injustice, ils fallait qu'ils soient vainqueurs de la situation.

Si je te dis : «Viens de mon côté, et nous n'aurons plus de problème de jalousie», j'oublie de reconnaître :

- que je désire te gagner pour que tu n'aies pas de l'autre côté, car je suis jaloux des autres même si je justifie ma position en me disant plus juste.

- que j'agis comme si le problème de jalousie était résolu si tu venais de mon

côté. J'agis comme si, toi et moi, nous n'avions pas de problème de jalousie, mais nous l'aurons. Et si nous évitons de le reconnaître au début, nous aboutirons au piège des luttes intestines, des purges, des exclusions et des dénonciations. (opportunistes, révisionnistes, déviationnistes, traites, etc...)

C'est cette triste histoire qui a énormément freiné le mouvement de la gauche en Chine entre 1922 et 1936.

On ne peut résoudre le problème de jalousie en l'évitant. Marx a nié le problème, mais il continue à exister et il a même beaucoup de conséquences négatives.

Les structures du monde socialiste (je parle surtout de l'URSS et de ses satellites) empêchent l'excitation sociale qui produit la jalousie : la bureaucratie, les règlements, les divisions de rôle sans remise en question (ex : avant-garde et prolétariat, managers et travailleurs, etc...). Les divisions d'inégalité sont recrées de telle façon que le problème de jalousie ne puisse être confronté.

G.O. : Et dans le capitalisme ?

J.L. : Dans le capitalisme, la jalousie est stimulée par toutes les situations de compétition. Augusto Boal dans le «théâtre de l'opprimé» (2) le montre très bien. Tant que le capitalisme existera, il y aura de la jalousie non seulement entre les ouvriers et les patrons, mais aussi entre les personnes exploitées. Les individus sont mis dans des positions d'isolement où ils ne peuvent pas exprimer et confronter leur jalousie.

G.O. : Peux-tu donner des exemples ?

J.L. : Les étudiants ne peuvent pas râler réellement contre leur professeur. Ils subissent le système des notes et des examens. Ils participent à la compétition, mais ne peuvent pas exprimer leur jalousie vécue par rapport aux premiers.

De cette manière, le système provoque la jalousie, mais en empêche l'expression. En fait, il institutionnalise les situations de jalousie.

Plus globalement, toute l'humanité a eu la jalousie institutionnalisée par le tabou contre l'inceste. C'est l'institution la plus répandue pour réprimer l'expression de jalousie.

Cette répression empêche, en fait, les contacts sociaux. On peut donc supposer que la possibilité d'expression de la jalousie ouvrirait les contacts sociaux. Mais pour ouvrir, encore une fois, il faut l'admettre.

G.O. : L'autogestion n'est-elle pas la solution sociale ?

J.L. : L'autogestion, qui peut sembler résoudre le problème de la jalousie, en

fait, l'élève. Les groupes autogérés n'arrivent pas à fonctionner réellement car ils font l'impasse sur ce problème.

Dans les groupes de bio-énergie que j'anime, je demande aux participants de faire des propositions. Je pense qu'actuellement on ne peut aller que graduellement à l'autogestion.

Une fois, dans un groupe, j'ai arrêté de faire mes propositions et ai laissé l'initiative au groupe. Le travail a été alors très ralenti, et finalement tout le monde a été très insatisfait.

Quand j'ai demandé aux gens pourquoi ils n'avaient pas fait de suggestions, ils ont généralement répondu : «on ne voulait pas provoquer la jalousie des autres».

Ainsi, si un chef ou un supérieur donne des suggestions, il y a peu de jalousie. Par contre si un membre «égal» fait une suggestion, il y a beaucoup de jalousie.

Là est l'obstacle à l'évolution sociale.

Le système autoritaire, même s'il est basé sur la jalousie par rapport à la mère ou au père, entraîne une jalousie moins forte que celle entre les fils ou les filles.

De fait, en thérapie, la résolution de la jalousie entre frères et sœurs est beaucoup plus difficile qu'entre parents et enfants. De même les problèmes de jalousie à l'intérieur d'un couple sont très difficiles à résoudre à cause de l'égalité des pouvoirs de base.

Or, dans un groupe autogéré, comme il y a une égalité apparente, il y a un haut niveau de jalousie.

Pour masquer la jalousie, il y a souvent un différent idéologique : «Mon idée est meilleure que la tienne», ce qui, en fait, veut dire : «Je ne peux

partager un certain pouvoir avec toi !» Dans un groupe autogéré, cette jalousie est beaucoup plus forte que dans un groupe hiérarchique et centralisé.

La tendance vers l'autorité est une manière d'atténuer les problèmes de jalousie égalitaire.

Les hommes étant différents, il y aura toujours quelqu'un qui pourra faire quelque chose mieux qu'une autre personne. Comment pouvons-nous alors régler nos demandes qui sont si différentes et faire également une plus grande justice ? Marx n'a pas parlé de cette question. C'est notamment la négation de ce problème qui entraîne la division de la gauche et de l'extrême gauche. Marx a lutté contre les anarchistes et il était jaloux pour le pouvoir. Mais il ne l'a pas reconnu et cela a servi de modèle pour les groupes de gauche...

G.O. : Y a-t-il une thérapie politique ?

J.L. : Pour résoudre ce malaise, il faut reconnaître plusieurs choses :

- admettre et accepter la jalousie.
- il n'est pas nécessaire qu'un groupe ait toute la vérité ou la vérité primordiale. Il faut reconnaître que la vérité est aussi basée sur la propre personnalité de celui qui l'énonce et sur sa perception du monde, ce qui ne peut être que relatif.
- il faut donc chercher la coopération avec des groupes qui vont dans la même direction. Un groupe peut être sensible à la décentralisation, tandis qu'un autre a plus besoin d'ordre et de méthode...

Par exemple, les Amis de la Terre de Marseille ont vivement critiqué d'autres groupes écologiques pour leur projet de participation aux élections européennes. C'est dommage d'utiliser toute cette énergie dans un sens négatif. S'ils avaient pu dire : «C'est bien, mais ce n'est pas la tendance de notre groupe», ils auraient eu plus d'énergie positive pour agir dans ce qui les intéresse. De plus, comme le négatif provoque le négatif, dans ce genre de scénario, les groupes critiqués répondent négativement et l'ambiance générale est à la compétition.

L'évolution sociale est tellement vaste qu'il est nécessaire d'avoir des groupes avec des sensibilités diverses.

Jalousie privée

G.O. : Quelle thérapie pratiques-tu au niveau individuel pour résoudre la jalousie ?

J.L. : Je n'ai évidemment pas toutes les solutions, car le problème de jalousie n'a pas encore été assez travaillé.

La première démarche est que la jalousie doit être consciemment admise, de même que l'infériorisation, la haine, la faiblesse, l'humiliation et le désir de destruction. Il faut donc exprimer l'émotion par une décharge négative, mais cela ne suffit pas car le moi est souvent humilié dans la jalousie. Il faut donc renforcer et revaloriser le moi pour que la personne ne se sente pas détruite.

La thérapie de groupe aide beaucoup car l'humiliation est un sentiment social et pouvoir exprimer la jalousie devant un groupe est une manière de diminuer l'humiliation.

Il est intéressant aussi de jouer celui qui vous a rendu jaloux, jouer l'homme riche, puissant, ou celui qui s'exprime mieux que vous, ou l'amant envié. Jouer la réalité de l'autre permet d'intégrer l'énergie que l'on a projetée sur lui. Souvent, ce jeu de rôle se termine avec le rire car il a revalorisé le moi.

Dans un groupe, si quelqu'un est jaloux, il peut imiter la capacité de l'autre. Par cette imitation, une grande partie de la jalousie est expulsée.

Quand cela m'arrive, je demande à celui qui m'a rendu jaloux de m'écouter, non pour le blâmer, mais pour exprimer la blessure qui est derrière la rage. Cela est très difficile et il faut développer la finesse et la délicatesse de la communication, car si l'autre se sent culpabilisé, il ne peut plus aider.

Une autre idée intéressante est qu'il faut éviter, dans les problèmes de jalousie, de parler avec des qualificatifs. Il est préférable de parler des faits et non de les qualifier, de critiquer l'action et non l'existence de l'autre ou ses qualités intérieures.

Recueilli par Georges Didier. ●

- (1) L'envie et la gratitude de Mélanie Klein.
(2) Théâtre de l'opprimé chez Maspéro.



Après le Parti Communiste qui avait organisé à la fin du mois de janvier les Assises de la Méditerranée et de son littoral (Planète Bleue la GO n° 245), c'est le Parti Socialiste qui réfléchit sur la Mer et l'Europe (les 2 et 3 mars dernier à Brest).

Brest au mois de mars, cela me rappelle les manifestations anti-marée noire, les charges de CRS. Brest a retrouvé son calme. Le colloque se déroule à l'hôtel de ville, le maire de Brest est en effet socialiste. L'Union Démocratique Bretonne invitée à assister au débat ne viendra pas, elle dénonce l'opération électorale que constituent ces Assises de la Mer si proches des élections cantonales. Par contre des élus et des représentants de plusieurs villes du littoral européen se sont déplacés, de Venise à Hambourg en passant par Lisbonne, et de nombreux britanniques.

Des journées d'étude entre des membres de la commission Mer du PS, et des experts maritimes se sont déroulées à Paris en janvier et en février, la réunion de Brest a pour objet la présentation et la discussion des rapports qui ont été

Les petits lapins roses et l'Europe Bleue

Pendant deux jours, le vent du large a soufflé sur un parti au creux de la vague.

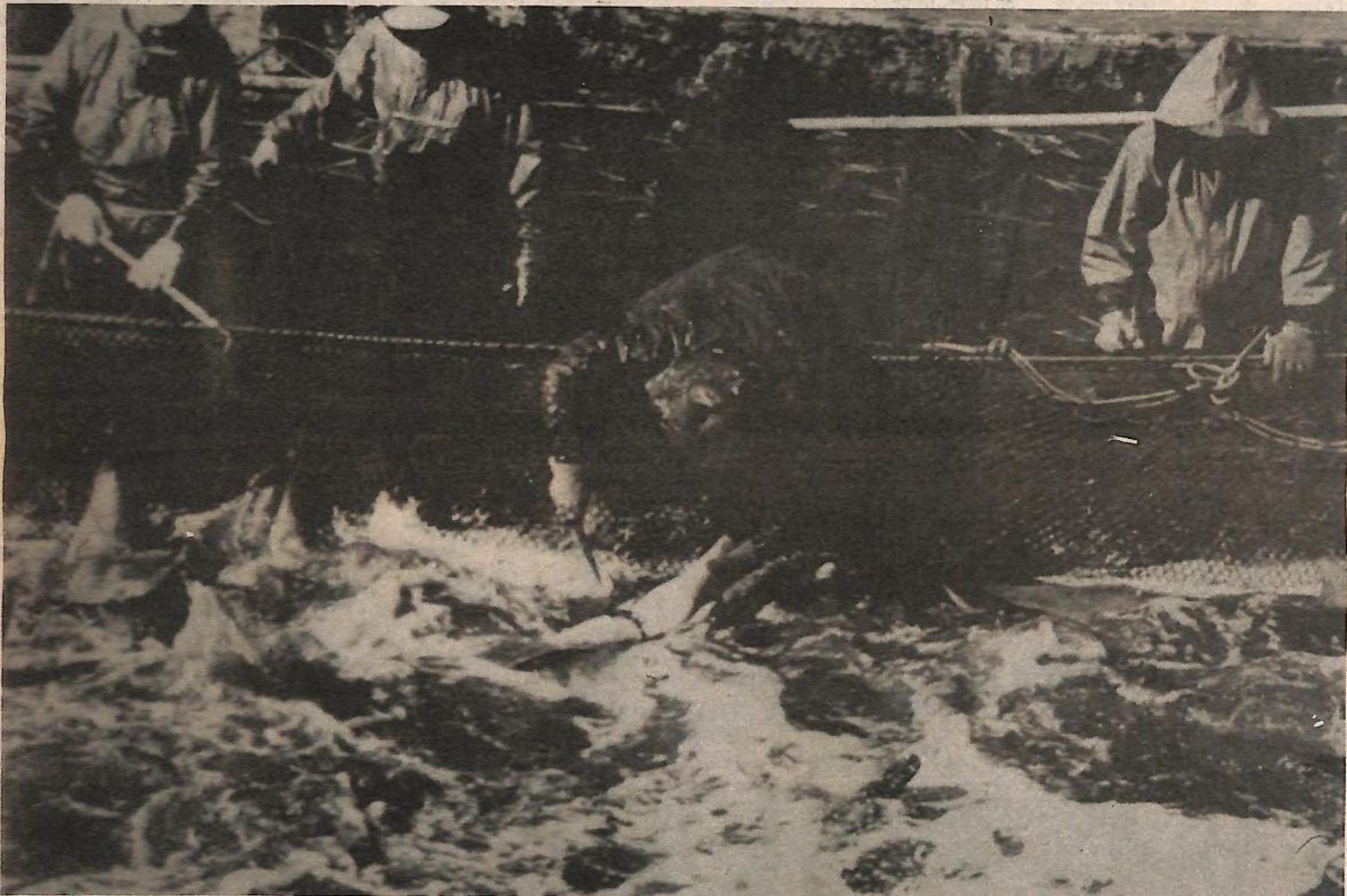
élaborés, en présentant sinon la position officielle et définitive du PS, du moins les grandes orientations. Le premier concerne la réparation navale, dont la crise illustrée par la faillite du groupe Terrin à Marseille est connue de tous. Le PS en rend responsable le patronat et le gouvernement, et constate qu'ils appliquent une politique de régression sociale. Il propose la diversification des activités, la réduction du temps de travail, et l'abaissement de l'âge de la retraite. A noter que M. Le Theule, recevant les syndicats de la réparation navale la semaine der-

nière est naturellement optimiste : *Les grands chantiers devraient résister à la crise, tout en reconnaissant qu'une réduction progressive de leurs capacités est indispensable.* Le deuxième point, le Droit de la Mer, est plus délicat : la France bénéficie d'une grande étendue maritime sous sa juridiction, dont une bonne partie grâce aux Dom-Tom. Le PS précise à ce sujet : *L'exploitation de la zone économique des Territoires d'Outre-Mer ne pourra se faire sans tenir compte de la libre détermination des populations.* Le rapport sur la protection du littoral est

présenté par M. La Prairie, le fils de l'ancien responsable du Centre National d'Exploitation des Océans. Mais si le fils semble plus engagé politiquement que son père le texte présenté est bien pâlot, à force de vouloir être synthétique. Sur la pollution marine, rien d'extraordinaire non plus, application des textes et renforcement de la répression. «La mer, enjeu stratégique» sujet présenté par le secrétaire de la Commission de Défense Nationale du PS, on y retrouve le principe du maintien en état de la force nucléaire et donc de sa composante maritime...

Sur l'Europe et les transports maritimes, les socialistes notent la triste impuissance des Neuf et des instances communautaires face à la dramatique régression des flottes européennes, et à l'alarmante multiplication des accidents en Manche et en Mer du Nord. La flotte de la pêche française n'échappe pas à la crise générale du pavillon français sur mer. Sur 2 kg de poissons consommés en France, un vient de l'étranger, d'où un déficit croissant du commerce extérieur ajouté au chômage des marins pêcheurs. Face à cela les socialistes proposent de promouvoir une politique sociale pour améliorer les conditions de travail et la couverture sociale, de maintenir et d'adapter la production pour retrouver une certaine autonomie alimentaire de notre pays dans ce domaine. Sur l'aquaculture le PS critique la politique actuelle consistant à développer telle ou telle espèce d'une manière intensive en contrôlant le milieu qui les contient, avec ce que cela entraîne de maladies dues à la densité de poissons dans un espace restreint, et de coûts très lourds pour obtenir des productions favorisant de gros profits économiques. L'alternative consiste à protéger le littoral et à développer les espèces présentes en collaboration avec les professionnels de la pêche. Si l'Etat doit participer au financement de l'aquaculture qui nécessite des investissements importants, l'élaboration de cette politique doit être faite dans le cadre régional.

Concurrence déloyale



D.R.

Massacre des dauphins au Japon. Quand la pêche industrielle se prive de tout avenir en menaçant l'existence même des populations de poissons, les pêcheurs s'en prennent aux prédateurs naturels de la faune marine.

Louis le Pensec, député du Finistère a expliqué les idées de son parti sur les pêches maritimes européennes. Pour la première fois semble-t-il, en abordant notamment l'épineuse question de l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans le Marché Commun. L'Espagne a en effet deux fois plus de pêcheurs que nous, avec des salaires plus bas. L'abaissement des droits de douanes sans restriction achèverait de faire disparaître la pêche française. M. Le Pensec subordonne donc l'entrée de l'Espagne à une diminution du tonnage de sa flotte de pêche. Il réclame d'autre part un durcissement de l'attitude du gouvernement français dans les négociations sur l'Europe Bleue. L'Angleterre refuse en effet obstinément d'ouvrir aux pêcheurs des autres pays d'Europe les eaux placées sous sa juridiction lors de l'extension de la zone économique à 200 milles (400 km) de la côte. Les invités britanniques même socialistes ne sont pas d'accord et le font savoir. Il faudra bien pourtant que les Anglais jouent le jeu. Comme l'a souligné en clôturant les débats Alain Bombard, délégué à l'environnement du PS, *il n'existe pas de frontières pour les poissons; la gestion des ressources marines de l'Europe doit donc se faire obligatoirement d'une manière commune, en laissant le libre accès de la zone maritime européenne aux pêcheurs européens, tout en corrigeant certaines distorsions grâce à des quotas limitant l'importance des prises pour protéger les stocks existants.*

Cette réunion avait l'avantage de présenter d'une manière cohérente les idées maritimes d'un des deux grands partis de l'opposition, et de voir les principales têtes de chapitres de la politique maritime française d'un des deux partenaires de l'Union de la Gauche, alors que le programme commun de cette association n'accordait que quelques lignes à la mer. Les temps ont changé. Par contre les problèmes de transport terrestre ne sont pas réglés en Bretagne, le train dans lequel l'auteur de ces lignes se rendait à Paris s'est arrêté à Plouaret pendant un quart d'heure, bloqué par des usagers mécontents de la suppression de cet arrêt du rapide Brest-Paris. «C'est le 42ème train que nous arrêtons, 60 000 personnes sont desservies par cette gare» a expliqué un maire qui, écharpe en bandoulière, se trouvait à la tête des manifestants installés sur la voie.

G.K. ●

Gilles Klein ●

Nouvelles de la planète bleue

Nouveau drame de la pêche : Un chalutier à pêche arrière, le «Crin Blanc» surpris par un paquet de mer, a coulé près de Fécamp, le long des côtes normandes alors qu'il était en train de pêcher, un des membres de l'équipage s'est noyé. Plus de cent marins-pêcheurs ont ainsi trouvé la mort l'année dernière. La CFDT-pêche a recherché les causes de ces accidents. Il semble qu'elles soient principalement la fatigue et le rendement. La rémunération des équipages se fait à la

part en fonction du tonnage pêché, plus on pêche, plus on gagne d'argent. D'où la tentation de continuer à travailler quand ça mord, même si on est fatigué.

Après les catastrophes du François Vieljeux et du Bételgeuse, à l'occasion d'une rencontre syndicale, armateurs et Marine Marchande, le syndicat CGT des officiers demande la création d'un institut national de la recherche sur la sécurité en mer. Cela est d'autant plus nécessaire, qu'en plus de la prévention souvent absente, les moyens de sauvetage

ne sont pas tous au point : les radeaux de sauvetage gonflables qui ne se gonflent pas, les canots qui sont placés trop hauts sur les ponts des navires, etc...

L'Organisation Maritime Consultative Intergouvernementale (OMCI) révèle que 753 accidents de pétroliers se sont produits dans le monde au cours des dix dernières années, dont 99 incendies ou explosions

Ce tableau de la navigation n'est pas réjouissant. Après avoir été pendant plus de dix ans gardien en Bretagne d'une réserve gérée par la SEPNB, Jean Louis Brave est pessimiste, il dit avoir perdu toutes ses illusions. Il l'explique dans un livre «Les Goélands» paru aux éditions Le Signor. Certains hommes ont été marqués par les deux guerres mondiales, sa génération aura déjà connu deux grandes marées noires en Bretagne. Les oiseaux de mer seront-ils encore

nombreux pour assister à la prochaine, on peut en douter au rythme où ils disparaissent.

Pour ceux qui l'ignorent, on peut rappeler que le CEA a publié une étude sur la diffusion du plutonium en milieu marin en 1977. On y apprend que les espèces marines prélevées entre Brest et Honfleur, en baie de Seine contiennent du plutonium. Les concentrations vont en diminuant au fur et à mesure que l'on s'éloigne de part et d'autre du rejet sur 150 km. Quand on sait que l'usine va augmenter sa capacité, et que en Baie de Seine les pollutions chimiques provoquées par les Boues Rouges et Jaunes ne sont pas encore résolues, on voit qu'avant même que nous ayons vaincu la mort chimique éventuelle, voici que la contamination radioactive pointe son nez...

Les parapluies atomiques de Nantes

« ... tout ce qui, de près ou de loin, ressemble à une centrale nucléaire. »

Samedi 10 mars : plus de huit mille personnes ont défilé dans les rues pluvieuses de Nantes. Nouvelle et importante étape de la lutte anti-nucléaire régionale, c'est aussi un évènement qui la laisse en suspend. A égale distance de l'échec et du succès.

Succès que le chiffre impose de lui-même : huit mille personnes qui défilent pour montrer leur opposition massive à un projet de centrale, et ce malgré la pluie, c'est aujourd'hui un évènement marquant. Succès également que ce large soutien qu'elle a recueilli. De nombreuses organisations parmi lesquelles le PS et la CFDT ont fait un pas pour s'engager plus profondément dans la lutte ; les maires de gauche ont pris en charge l'impression d'un tract distribué à vingt mille exemplaires pendant la manifestation, sur les thèmes du gaspillage, de l'emploi, de la sécurité et des énergies nouvelles. Succès également car ce rassem-

blement ne se voulait pas - et c'est la première fois - une riposte à un quelconque décret d'utilité publique ou à une intervention d'EDF sur le terrain, mais davantage une offensive visant « à affirmer et faire entendre une opposition massive ».

C'est là que l'échec rejoint le succès. Car au delà de la démonstration d'une opposition massive et du maintien constant de la pression populaire (six mille manifestants en octobre 78, huit mille en décembre et quatre mille en janvier dernier), les objectifs à atteindre semblent pour le moins clairs. Samedi, beaucoup désiraient donner un caractère plus percutant à cette manifestation. Force est d'avouer qu'il n'a pas été possible de trouver un objectif précis, concret et mobilisateur. La coordination et les organisations engagées dans la lutte devront trouver les moyens de faire passer la mobilisation à un échelon supérieur.

Dans le contexte économique et social actuel, de telles perspectives demeurent floues. Mais y a-t-il encore le choix ? Les interventions des délégués de Braud-Saint Louis et de Flamanville ne laissent aucun doute à ce sujet : il ne faut pas permettre à EDF de s'installer sur un site sous peine de retrouver, entre elle et nous, des grillages et des gardiens.

Autre raison, et non la moindre, du semi-échec de cette manifestation : la pluie. Elle a empêché bon nombre de tièdes, d'indécis, de venir grossir les rangs, et surtout elle a fait planer sur les cirés jaunes un air un peu triste, un pas las. Seule note gaie : une troupe de joyeux percussionnistes avec clochettes, tambours et sifflets.

Le signal de la dislocation fut donné au moment où Giscard Boiteux et Régent (président de la Chambre de Commerce) brûlaient dans les flammes, déguisés pour la circonstance en pantins de chiffons et de papier. La dispersion a engendré le lot, désormais habituel, de frustrés soucieux avant tout de casser de l'EDF. De nombreux incidents ont eu lieu, avec leur cortège de vitrines brisées (EDF, agence intérimaire mais aussi Ouest-France), de charges de CRS et d'arrestations. Une passante a été blessée et dimanche matin on apprenait qu'un des interpellés était inculpé et passerait en flagrant délit.

La lutte du Pellerin est la seule aujourd'hui à avoir atteint en France une telle ampleur. Le décret de déclaration d'utilité publique est paru, mais les travaux n'ont pas encore démarré. Compte t-on en haut lieu sur l'essoufflement ? Ce serait faire erreur car si la mobilisation semble marquer un léger creux dans ses perspectives d'action, la détermination, elle, demeure. La preuve en est la courte mais ferme déclaration du comité du Pellerin pendant la manifestation : « Nous éjecterons du site tout ce qui, de près ou de loin, ressemble à une centrale nucléaire ».

Dominique

Infos

IBM 37.50

Il apparaît chaque jour que la vie politique française est construite sur le fossé profond qui sépare les idées affichées de l'application qui en est faite. Certains partis appliquent des idées qu'ils n'affichent pas, d'autres prônent des théories qu'ils se gardent bien d'appliquer... Ainsi vont les choses !

On pourrait, par exemple, s'attendre à ce que la municipalité de Montpellier, composée de 21 PS et SMRG, 14 PCF, 2 PSU et 1 gaulliste de gauche, érige la gestion de ses 2000 employés municipaux, en un modèle d'application des principes de justice sociale et de respect de l'homme affichés par les partis de gauche. Il n'en est rien, jugez plutôt !

Nous relations dans la G.O. N° 250 du 24.1.79 - en page 8 INFOS - sous le titre « IBM va de l'intérieur », un exemple saisissant d'utilisation inhumaine de l'ordinateur dans le domaine de la gestion du personnel. Il semble bien que la municipalité de Montpellier soit prête à reprendre intégralement ce modèle réactionnaire.

A la suite de longues et très confidentielles négociations avec IBM, le maire PS de Montpellier a réussi à imposer au conseil municipal l'achat pour 5 millions de francs actuels, d'un ordinateur supplémentaire de modèle IBM 37.50, qui présente de singu-

lières possibilités. Un débat important a animé, sur ce sujet, le conseil municipal en juillet 78.

A cette occasion, Liane Fauchard, conseiller municipal PSU, a souligné les menaces que fait peser ce nouvel ordinateur sur le personnel communal. Citons, en particulier, la surveillance des communications téléphoniques vers l'extérieur, le contrôle des déplacements du personnel et la vérification des horaires variables. Au cours des débats, les conseillers municipaux PS et SMRG se sont élevés contre cette mise en garde. Ils ont mis en avant la rationalité de la gestion municipale et le sens des responsabilités d'une municipalité de gauche qui ne s'attaquera jamais aux libertés individuelles. Mais ils négligent, ce faisant, de chiffrer, d'une part, le coût d'un tel type de gestion et d'évaluer, d'autre part, les risques électoraux d'un retour de la droite à la tête d'une mairie ainsi équipée...

En fin de compte, le conseil s'est prononcé pour le projet assorti, il est vrai, d'un organisme de contrôle avec participation des représentants du personnel et d'un code de déontologie. Résultats du vote : POUR : 26 voix. (PS + MRG), CONTRE : 18 (PSU + PC + Gaulliste de gauche).

Nous aurons l'occasion, dans un futur proche de développer plus avant le problème de l'informatique et de ses implications dans la société.

Continuez à nous envoyer les exemples concrets dont vous pourriez avoir connaissance.

rlc

Faux et vrais nuisibles

La campagne déclenchée par les écologistes et notamment l'ARAP et le ROC contre les adjudications aux chasseurs des forêts domaniales semble porter ses fruits. L'ONF a réagi très vivement. Toute la région de Rambouillet est en ébullition : Les adjudications viennent d'être rapportées sine die.

Les carnivores seraient parmi les principales victimes de cette politique de l'ONF. Deux affaires récentes ont attiré à nouveau l'attention sur leur sort. Près de Laon (Aisne), un garde a piégé un chat sauvage qui aurait tué des appelants. Or, l'espèce est classée, dans le département, comme « gibier » et non comme « nuisible », et ne doit donc pas être piégée. Après avoir glorifié l'exploit, le journal l'Union a publié les protestations des écologistes.

Dans l'Hérault, de sombres intrigues trament autour des genettes. Jean Servat, directeur de la Protection de la Nature, a vraisemblablement donné à la Fédération des chasseurs de l'Hérault l'autorisation de piéger cette espèce, pourtant protégée.

Les genettes capturées ont plusieurs destinations : le centre de recherche de Chizé (Deux-Sèvres), où elles servent aux recherches du professeur Canivenc ; le laboratoire du professeur Bons, à la faculté des Sciences de Mont-

pellier ; le zoo de Lunaret ; un chercheur alsacien, et enfin les pelletiers...

Certains milieux cynégétiques de l'Hérault, cherchent à obtenir le déclassement de la genette de la liste des espèces protégées, sous prétexte qu'elle est « nuisible » au « gibier ». Les protecteurs de la nature accusent notamment M. Commeyras, qui, en avril 78, avait déjà demandé l'autorisation de détruire tous les rapaces de la commune dont il est le maire. L'ARAP est décidée à intervenir fermement auprès de M. Servat pour que la protection de la genette demeure intégrale.

J.J.B.

ARAP (Amis des Renards et autres puants), 50 rue Molitor 75016 Paris.
ROC (rassemblement des opposants à la chasse), 173 rue du Faubourg St Antoine 75011 Paris.

Vers un moratoire solaire ?

Une circulaire du ministère de la santé, (du 9 août 1978) remettrait en cause la technologie des capteurs solaires et en particulier le système d'échangeur actuellement utilisé. Les installations actuelles ont un circuit primaire dans lequel circule de l'eau ou un autre produit. Ce dernier vient échanger sa chaleur avec l'eau potable contenue dans le ballon. Le ministère de la santé craint que cet échangeur ne se rompe et que le produit contenu dans le circuit primaire vienne polluer l'eau potable.

D'autres réunions sont prévues dans les ministères et aucune décision n'est encore prise, mais on peut d'ores et déjà remarquer la diligence du ministère vis à vis d'un problème mineur.

Quant à nous, devant l'ampleur du risque, nous proposons un moratoire solaire de cinq ans, permettant de trouver des solutions aux problèmes de sécurité.

Sources : Energie Solaire Actualités.

Cantoniales

Peu d'écologistes seront présents aux élections cantonales de dimanche prochain en Normandie, un seul semble-t-il en Haute Normandie, et quelques-uns en Basse Normandie.

Par contre on se bouscule dans le canton Cherbourg Sud-Est. Pas moins de 15 candidats sollicitent les suffrages des électeurs, dont 12 écologistes. Du chômeur à l'instituteur en passant par l'ajusteur, dix hommes et deux femmes sont inscrits sous le sigle « Combat pour une autre société », face au conseiller général sortant (PS) et à un adjoint au maire de Cherbourg (PC), et un RPR. Le candidat PC, postaire, est un candidat ouvertement pronucléaire. Les écologistes souhaitent par cette opération « Démonter avec 12 professions de foi envoyées aux électeurs, les arguments semblables des 3 autres candidats ». Une autre candidate se présente contre l'extension de la Hague, à Beaumont-Hague, commune mitoyenne du centre de retraitement.

En dehors de cette consultation classique, un référendum sera organisé pour consulter les habitants de la communauté urbaine de Cherbourg, du moins si la proposition d'un conseiller municipal socialiste, M. Hélie, soutenue par la CFDT, est retenue. D'ores et déjà, une des communes Couville, en a adopté le principe. Le 22 avril, aura donc lieu le second référendum nucléaire du Cotentin. Le premier avait eu lieu au mois d'avril lui aussi, en 1976 à Flamanville...

Flamanville, qui a connu la semaine dernière son premier accident mortel, survenu à un chef d'équipe employé sur le chantier de la future centrale nucléaire.

Maintenant

Après plusieurs mois de gestation, **Maintenant** est enfin paru en kiosques ce lundi 12 mars. Successeur de **Politique Hebdo**, **Maintenant** se situera à la lisière de la gauche institutionnelle, et s'est acquis le concours du socialiste Christian Piéret, et des communistes Jean Ellenstein et Yvonne Quilès. Celle-ci vient en effet de démissionner de la rédaction en chef de **France Nouvelle**, hebdomadaire central du PCF. Quant au nouvel hebdo, avec ses 52 pages dont 41 rédactionnelles, il est somme toute copieux pour son prix : six francs.

RIEN NE
SE PARE
LE VIDE DU NEANT...



Dans un précédent article (n° 250 du 28 février 1979), René, démontrant les rouages de l'Europe nous mettait déjà en garde : derrière les institutions, de puissants groupements d'intérêts économiques s'agitent qui font la pluie et le beau temps à Bruxelles. Il analyse aujourd'hui le fonctionnement de ces lobbies qui ont fait de la Communauté Européenne une vaste communauté de professionnels.

L'Europe des professionnels

Pour orienter les économies européennes, la CEE n'a guère le droit de recourir à la contrainte qui cadre mal avec le sacro-saint principe de l'économie libérale. A défaut de bâton, il lui reste la carotte des subventions qui lui permet d'avantager financièrement les productions qui lui conviennent, c'est à dire celles qu'elle estime les meilleures pour la «collectivité».

Cette nécessité de la protection sélective explique la présence à Bruxelles de lobbies installés par les producteurs pour les tenir au courant des dernières orientations de la politique commune et surtout pour leur permettre d'obtenir les plus récentes subventions.

Les groupes de pression informent également la CEE de l'activité économique des pays européens. Une information pas très neutre puisqu'elle leur permet de faire pression sur les instances européennes pour leur faire adopter une politique conforme aux intérêts de leurs mandants.

Un contact permanent

Dès le début, la Commission a compris le parti qu'elle pouvait tirer d'un contact étroit avec les représentants de l'économie, à la fois comme soutien de sa politique auprès des gouvernements (qui détiennent le pouvoir de décision) et comme informateurs irremplaçables donnant en permanence un point de vue global sur la situation de leur profession.

Entre lobbies et Commission, le dialogue était nécessaire. La CEE a donc encouragé les groupes de pression en leur donnant un organe, le Comité Economique et Social, en leur communiquant ses documents de travail, en les invitant à s'exprimer dans de multiples comités consultatifs, voire en offrant de discrètes aides financières aux catégories les moins solvables.

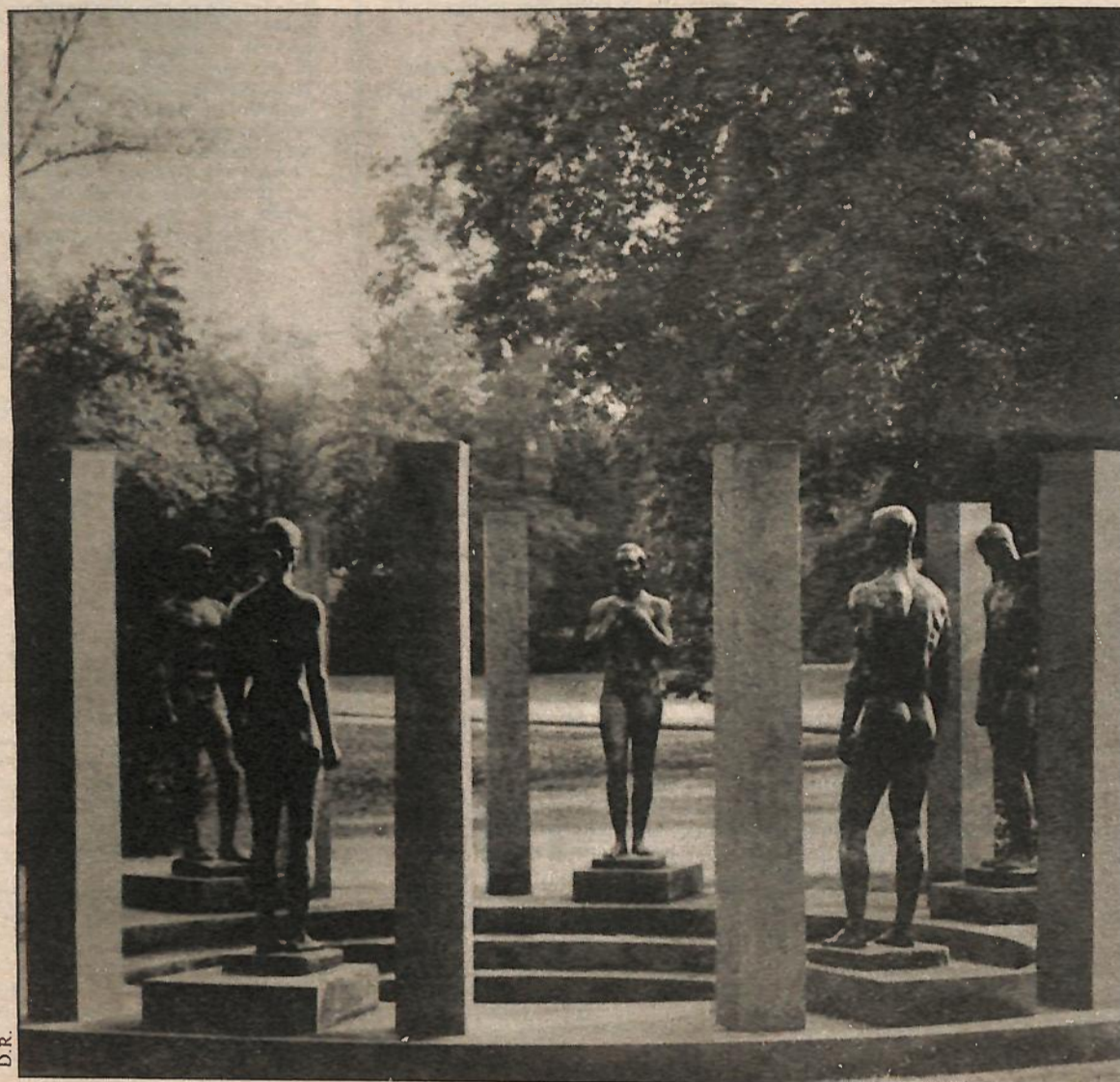
La plus grande partie du travail politique, et donc des subventions, étant destinée à l'agriculture, presque tous les lobbies travaillent dans ce secteur. Ils se rencontrent à la Commission, se regroupent par affinités d'intérêts (consommateurs et négociants, agriculteurs et transformateurs).

Portrait robot du lobby moyen

Malgré la diversité des styles et des origines, les bureaux, le personnel et les méthodes de travail des groupes de pression se ressemblent tous.

Le lobby moyen compte de cinq à quinze personnes réparties en deux catégories d'importance inégales : un petit brain-trust d'économistes et de juristes pour l'activité politique, et un «pool» de dactylos, traducteurs, interprètes et comptables pour le secrétariat. Le lobbyiste provient de n'importe quel pays de la CEE, mais il est au moins bi- (voire tri-) lingue.

Une bonne partie de son travail se passe en lecture de la presse spécialisée, de journaux officiels, de documents de travail qu'il reçoit chaque jour. Il sélectionne et transmet aux organisations membres les informations qu'il leur croit utiles, il leur demande leur points de vue et leurs directives pour tenter de les rapprocher (à cette fin, il peut organiser des rencontres de travail). Il est de toutes les réunions publiques de la



CEE et est en contact étroit avec les fonctionnaires qui s'occupent de sa branche.

Ce contact dépasse d'ailleurs le cadre professionnel : on se retrouve au même cocktail, on joue aux cartes ensemble, les enfants vont dans la même école, internationale de préférence. Un regroupement très naturel se produit entre lob-

taire ainsi tous les conflits internes. Les producteurs ont plus intérêt à remplir ensemble les frigos du marché commun qu'à tenter de se chaparder leurs marchés respectifs. Cette cartellisation de l'Europe agricole permet au COPA d'imposer aux gouvernements un renforcement de l'Europe et à la Commission une politique de soutien unilatéral aux agriculteurs. Cette politique profite essentiellement aux gros producteurs qui sont les principaux responsables des excédents.

LE COMITÉ DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES DE LA CEE (COPA)

- Fondation en 1958.
- But : développer les contacts avec les organes de la CEE, intensifier la coopération avec les organisations professionnelles internationales, étudier les problèmes agricoles soulevés par la formation de la Communauté
- Membres : Bauernverband (RFA), Assemblée permanente des chambres d'agriculture et FNSEA (France), National Farmers' Union of England and Wales, of Scotland (GB), etc.
- Groupes de travail : œufs et volailles, viande porcine, bovine, ovine, matières grasses végétales, alcools, céréales, pommes de terre, formation fiscalité, ...
- Sections spécialisées : lait, tabac, fruits et légumes, miel, betteraves, ...
- Personnel : environ quarante

bistes et fonctionnaire de même nationalité, de même langue maternelle pour compenser le dépaysement.

Les lobbies travaillent sur les mêmes sujets que la CEE, ils visent comme elle à harmoniser les points de vue de ses membres dans les différents Etats. Les lobbies reproduisent en tous points la CEE dont ils sont des prolongements sectoriels, constituant une Europe des professionnels.

Les agriculteurs font la loi

Mais là s'arrêtent les ressemblances. Les groupes de pression ont en effet des moyens incomparables suivant la puissance de ceux qu'ils représentent.

En vingt ans de pression, le COPA a obtenu la fermeture des frontières communautaires pour de nouveaux produits venant d'autres pays et a réalisé le tour de force de se voir reconnaître un prix minimum et une garantie d'achats pour les stocks d'intervention communautaire sans limitation de production et sans minimum de qualité à respecter. C'est à dire le droit de produire autant et aussi mauvais que l'on veut avec un acheteur assuré. Le résultat en est la constitution des fameuses «montagnes de denrées» de pauvre qualité et sans marché, qui chagrinent tant aujourd'hui nos bons ministres de l'agriculture.

Le coup de génie du COPA est d'avoir su trouver à ses membres une attitude commune et faire

critiquer la Commission sans restriction : un pouvoir redouté et envié par bien d'autres lobbies.

L'action de la Commission ne doit pas faire illusion. Les consommateurs sont certes d'avantage présents et écoutés mais les rapports de forces restant les mêmes les blocages subsistent et la mise en pratique du «programme préliminaire» se fait attendre depuis trois ans, les décisions étant bloquées à la Commission ou au Conseil.

Le commerce en crise

En décembre 1978, disparaissait le COCCEE, principal lobby du commerce, miné par des conflits internes.

Cette mort naturelle traduisait l'incapacité de ce secteur à unifier des intérêts par trop hétérogènes. Un conflit sans issue oppose en effet les petits commerçants et les grandes surfaces, les premiers n'ayant pas le désir de s'adapter aux méthodes de vente des seconds. De même, aucun compromis ne s'est révélé possible entre les importateurs extra-communautaires et les négociants nationaux, les uns souhaitant l'ouverture, les autres la fermeture des barrières douanières.

C'est pour tenter de réunifier ce mouvement que la Commission a créé une semaine après la disparition du COCCEE le Comité Consultatif du Commerce. Cependant, à la suite de pressions émanant aussi bien de groupes industriels que des consommateurs (qui craignaient de perdre leur position privilégiée), ce comité a reçu des pouvoirs très réduits. Avec ces deux Comités Consultatifs, la Commission a mis en place deux superstructures de lobbies pour souder ces deux mouvements et les opposer ainsi au COPA.

La machine s'enraye

Cette crise du lobby commercial est représentative d'un malaise général des groupes de pression. Pour qu'un lobby fonctionne normalement, il doit trouver un intérêt suffisamment puissant pour souder ses membres. Mais si cet intérêt est trop puissant, il déséquilibre la machine européenne et apporte à terme sa propre remise en cause.

Le COPA n'échappe pas à cette dynamique : son succès amène sa propre crise. Les intérêts nationaux s'affrontant en son sein, la machine se grippe de plus en plus.

Autre raison, plus «banale», de l'affaiblissement des lobbies : beaucoup de corps professionnels n'ont plus les moyens d'entretenir un bureau à Bruxelles. Depuis 1973, les plus petits groupes d'intérêt disparaissent et l'on voit fleurir à Bruxelles une nouvelle forme de lobbies : les «agences de consultants» qui rassemblent des portefeuilles d'intérêts les plus divers. L'une de ces agences, par exemple, s'occupe de la meunerie, de l'industrie du malt, des produits de marque, des émulsifiants alimentaires, des textiles d'importation, des bois et des papiers. Une seule équipe assure ainsi la présence de six ou sept lobbies «ancienne formule».

Les lobbies, organes de liaison à double sens entre la CEE et les économies de l'Europe des neuf, ne constituent pas une courroie de transmission vierge de toute volonté politique. Ce sont principalement eux qui ont fait de l'Europe ce qu'elle est devenue : une communauté de professionnels, un vaste marché pour les multinationales. Ils constituent l'outil sans quoi cette volonté politique n'aurait pu s'accomplir. En cela, ils s'opposent fondamentalement à la conception d'une Europe non-génératrice de profits, d'une Europe des régions et des communautés.

René
Marc Thivolle

Espaces d'autogestion

Entretien avec P. Viveret et P. Rosanvallon

Après avoir donné la parole à Jacques Attali, proche de François Mitterrand (GO N° 249 du 21 février), nous avons rencontré deux collaborateurs de Michel Rocard, Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret.

Membres tous deux de la rédaction de la revue Faire, ils ont écrit en commun Pour une nouvelle culture politique (Seuil, collection Interventions), une critique du «social-étatisme» commun selon eux aux courants communiste et social-démocrate de la gauche française. Bref, ce sont des «autogestionnaires», théoriciens de «l'expérimentation» et de l'autonomie de la «société civile».

Cette entrevue s'inscrit dans la recherche d'une meilleure compréhension du phénomène socialiste. Mieux saisir ce qui oppose ses différentes écoles, afin de voir quelles questions, parmi celles qui agitent ces temps-ci le PS, au point de peut-être le disloquer, nous concernent, nous interpellent.

Puis nous tenterons de faire le point sur ce qui peut rapprocher écologistes et socialistes. Et sur ce qui les sépare irréductiblement.



Ruptures et transitions

GO : Est-ce que l'autogestion n'est pas un concept ambigu ? Dans un système qui reste marchand, et dans un contexte de compétition économique et international, l'autogestion d'unités de production autonomes risque de ne rien changer à la logique de la marchandise. Est-ce qu'une décentralisation des initiatives et des décisions ne permettra pas au capitalisme de mieux fonctionner ? Il en va de même pour les îlots d'expérimentation sociale qui peuvent très bien entrer dans la stratégie actuelle du capitalisme

Chez quelqu'un comme Rocard, dont vous êtes proches, est-ce qu'on ne peut pas dire qu'il n'y a même plus d'ambiguïté dans la mesure où il reconnaît l'impossibilité d'une rupture. Nous ne pensons pas la rupture uniquement à travers la question de l'importance et du nombre des nationalisations, mais plutôt vis à vis d'un mode de développement, vis à vis du nucléaire civil et militaire, et plus globalement vis à vis de la notion de compétitivité.

Pierre Rosanvallon : Sur cette question de l'autogestion, il faut s'entendre sur les mots et les définir. Si l'autogestion, c'est simplement une gestion collective du type de développement capitaliste, ça n'intéresse pas grand monde. Pris dans ce sens-là, l'autogestion est la même chose que le modèle coopératif. C'est-à-dire qu'on ne change pas le tissu industriel, qu'on ne modifie pas les finalités de la production, on transforme simplement le mode d'organisation interne des entreprises.

Personnellement, je dirais que l'autogestion, c'est deux choses différentes. Premièrement, l'autogestion ne concerne pas uniquement le mode de gestion interne des entreprises, mais celui de toutes les collectivités. Avec le mot «gestion» dans autogestion, cela renvoie tout de suite à la production, à la gestion économique, alors qu'il serait plus juste de parler, pour les collectivités, d'auto-gouvernement ou d'auto-politique. Le concept serait plus politique et moins gestionnaire.

Deuxièmement, l'autogestion ne se soucie pas uniquement de présenter un autre mode de régulation économique. C'est là tout le débat entre une économie planifiée et une économie de marché. Le problème posé par l'autogestion est celui de la place qu'occupe l'économie dans la société. On peut remplacer une économie de marché par une économie planifiée sans changer fondamentalement le mode de développement. La question est donc bien celle de l'espace de la marchandise dans la société.

Un autre point important est que nous n'avons pas d'alternative globale. Et si nous avons pas d'images globales de l'alternative future, nous n'avons pas de possibilités d'instrumentaliser, dans le cadre d'une transition, les perspectives futures sur l'économie non-marchande, sur l'économie de la réciprocité. Il y a un décalage énorme entre un discours politique classique rivé sur les nécessités objectives de la situation économique qui parle de compétitivité, de politique industrielle, et d'autre part les formes d'alternative globale, d'économie de la réciprocité telles qu'on les retrouve par exemple chez M. Bosquet et d'autres. Le problème qui nous occupe est celui de l'articulation de ces deux problématiques. Il ne s'agit pas simplement d'articuler deux problématiques contradictoires, mais de trouver le lien entre les réalités prégnantes et ce type de perspectives. Or sur ce plan, les discours de la gauche classique et ceux d'une partie du mouvement écologique ne sont pas opératoires. Celui de la gauche, parce qu'il dit grosso modo,

substituons un autre mode de régulation économique (le plan remplace le marché) et changeons également les finalités (les besoins remplacent le profit). Le discours des écologistes est, lui, tout entièrement centré sur un modèle en rupture avec les modèles technologiques, avec le modèle de la marchandise, et cela sans jamais se poser, ou très peu, la question de l'instrumentalisation et de la transition.

Pour ma part, je refuse l'antagonisme qui présenterait les choses de la façon suivante : d'un côté, il y a Rocard, les socialistes qui parlent de compétitivité et de politique industrielle. De l'autre il y a les écologistes, qui parlent d'économie non-marchande. Notre problème à tous est celui de l'instrumentalisation de ces perspectives pour une transition.

Patrick Viveret : Je voudrais intervenir sur le mot rupture. Nous sommes un certain nombre à récuser le caractère réducteur et appauvrissant du mot rupture. Parce que celui-ci renvoie à une vision mécaniste de la transformation sociale. Il suffirait selon cette vision-là de prendre le pouvoir d'Etat, les manettes en quelque sorte, pour que la transformation s'opère. Or aujourd'hui, l'essentiel des systèmes de domination passe par les codes. Par conséquent, la nature même de l'adversaire est beaucoup plus difficile à abattre. Je dirais même que l'adversaire, il est à la fois en face, et en même temps chez nous, et à certains égards, dans nos têtes.

Il y a des forces sociales, traditionnellement perçues comme forces révolutionnaires, qui considèrent comme acquis des phénomènes de consommation. Ces phénomènes produisent une organisation de la société qui empêche des éléments d'alternative. Toute stratégie par rapport à ça ne peut se contenter d'opérer une double réduction. Réduction de tous les phénomènes économiques, sociaux et culturels aux phénomènes politiques et réduction de ces phénomènes politiques au problème du pouvoir d'Etat. Nous disons donc que le terme de rupture est plus pauvre que celui de transition au socialisme. Ce dernier n'est pourtant pas sans danger. Il semble indiquer qu'on peut passer d'un ordre stable à un autre ordre stable, et que le seul problème est celui d'une période intermédiaire pendant laquelle on devra se débrouiller. C'est une conception qui n'intègre pas le rapport entre l'ordre et le désordre qui qui est pourtant fondamental (cf les travaux d'Edgar Morin sur ce sujet). Ce que nous essayons de dire sur la rupture, c'est que d'un côté, la gauche n'est pas suffisamment sérieuse et rigoureuse sur des problèmes qui pèsent et qui sont incontournables (les problèmes économiques). Si elle ne les prend pas en compte, elle va au-devant de l'échec traditionnel de toute expérience de gauche. D'autre part, la gauche est d'un conservatisme et d'une timidité extraordinaire sur quantité d'enjeux névralgiques du nouveau type de capitalisme que nous sommes. On parle toujours des nationalisations comme en 1930, sans prendre en compte le fait qu'un monopole public peut être source de contradiction par rapport à des besoins sociaux. On le voit dans le débat sur les radios libres vis-à-vis du monopole de radio-télévision. On le voit également avec EDF dans le débat sur le nucléaire. On entend dire que la rupture avec le capitalisme, c'est faire des Renault et des EDF partout, sans dire comment on serait capable de faire des services publics qui n'entraînerait pas des effets de monopole et de contrôle d'information sur la collectivité. Le terme de rupture est là encore



Photo Christian Weiss

en retrait, par rapport aux besoins sociaux qui s'expriment actuellement.

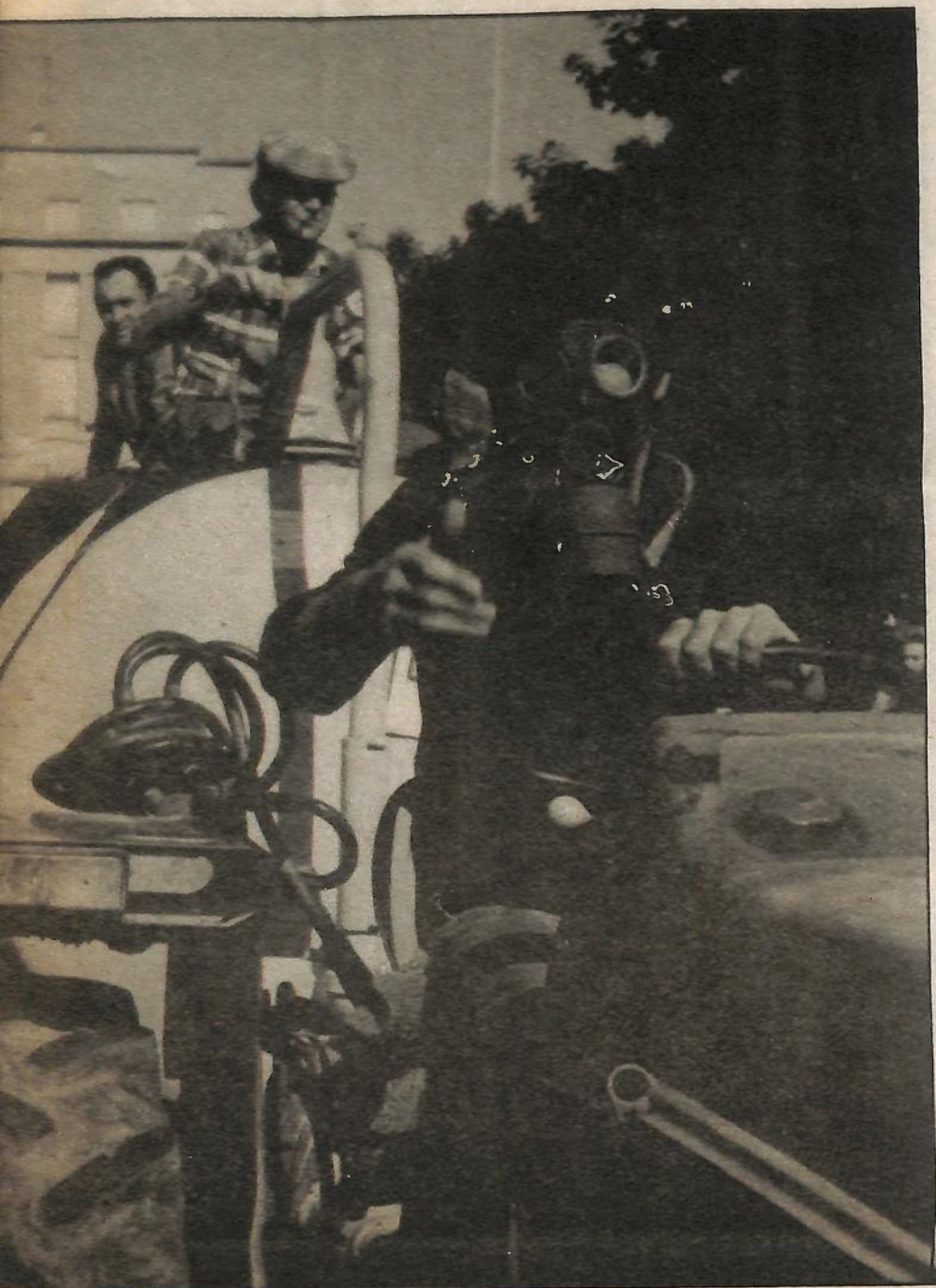
GO : Nous voyons bien quelles sont les insuffisances du discours classique de la gauche, mais j'ai l'impression d'insuffisances aussi énormes dans un nouveau discours. Quand P. Rosanvallon dit dans son livre L'âge de l'autogestion que le développement d'une Europe politique et militaire est indispensable au développement d'une société autogérée, cela nous pose d'énormes questions.

P.R. : Quel est le lieu duquel on parle ? C'est celui de l'instrumentalisation des critiques que l'on fait et des propositions sur lesquelles on peut se trouver théoriquement d'accord avec vous. Cette instrumentalisation a d'abord un obstacle considérable à dépasser : celui qui consiste à raisonner en termes de passage d'un modèle global à un autre modèle global. Raisonner comme cela, c'est rester prisonnier du libéralisme. Un deuxième obstacle vient des stratégies politiques qui raisonnent en termes de récupération. C'est un discours qui dit que toute action alternative qui n'est pas alternative globale se donne comme récupération. Elle est donc de ce point de vue là non seulement inefficace, mais elle conforte le système en place. Ce discours a pour origine une erreur, qui consiste à prendre pour argent comptant les discours idéologiques de la droite sur la décentralisation, la société libérale, et même l'autogestion; et à confondre cette idéologie avec la pratique économique et sociale réelle de la droite. Je crois qu'il faut avancer dans le problème de l'instrumentalisation à partir de pratiques ponctuelles et sur des propositions limitées. Cela parce

que nous n'avons pas de modèle de référence nouveau qui nous permette de travailler de façon nouvelle.

Prenons un exemple : celui de la réduction du temps de travail. Il y a plusieurs façons de l'aborder. L'une, c'est de partir des conditions de travail. Réduire le temps de travail, c'est améliorer les conditions de travail. On sait que la tendance au raccourcissement, certes lent, du temps de travail, était jusqu'alors compensée par l'augmentation du temps de transport et des autres contraintes. Donc réduire le temps de travail, c'est augmenter le temps de loisir et améliorer les conditions de travail. Cette approche est actuellement dominante, mais en période de crise, une autre approche se développe. Celle de la réduction du temps de travail comme partage du travail, et solution du problème du chômage. Enfin, une troisième idée apparaît : la réduction du temps de travail comme réduction de l'espace de la marchandise. Cette approche différente est surtout celle du groupe Adret, auteur du livre *Travailler deux heures par jour*. Cette dernière idée n'a donc pas pour finalité de fournir pour un moindre effort la même possibilité d'accès aux marchandises, mais bien de réduire l'espace de la marchandise.

GO : Nous avons eu ce débat à la GO. La question qui se pose est la suivante : On voit très bien la réduction du temps de travail comme réduction de la sphère de la marchandise mais seulement si la réduction est très importante. Tout progrès limité dans ce sens, les 35 heures par exemple, nous semble permettre non pas une limitation de l'espace marchand, mais son augmentation.



P.R. : ...par l'augmentation simultanée de la productivité, parce qu'on sait que lorsqu'il y a une faible réduction du temps de travail (de 10 à 15 %), la compensation se fait par l'accroissement de la productivité.

P.V. : ...et aussi par l'extension de la sphère de la marchandise au domaine des loisirs.

P.R. : C'est juste. Si l'on veut que cette réduction du temps de travail prenne sa plus profonde signification, c'est-à-dire une réduction de la sphère de la marchandise, il faut que le temps de travail soit très en dessous des 35 heures. C'est ce que dit la CFDT quand elle parle de réduction massive du temps de travail. Mais cela dit, la revendication est justifiée par les deux premiers éléments, c'est-à-dire l'amélioration des conditions de travail, et la réduction du chômage. Je n'irai donc pas jusqu'à critiquer la revendication des 35 heures. Mais le fond du problème, quel est-il ? La réduction de l'espace marchand n'est pas simplement lié au problème de l'individu face à la société marchande, elle est liée aux formes de socialisation de l'individu dans la société. Nous vivons actuellement un paradoxe. Le moyen traditionnel de limiter l'espace de la marchandise était la structure familiale avec la division : travail salarié/homme, travail domestique/femme. C'est à l'intérieur du couple que passait la limitation de l'espace marchand. Il y a donc aujourd'hui un croisement de deux courbes contradictoires. La première est celle de la nécessité de la réduction du temps de travail pour réduire l'espace marchand. La seconde est celle du fait que les conditions d'émancipation des femmes

passent par leur accès au travail salarié, et donc par leur accès au marché. On pourrait être pessimiste puisque la nécessaire libération des femmes provoque une augmentation de l'espace marchand non seulement à travers leur propre emploi, mais le travail salarié des femmes oblige à la création de crèches, favorise le développement des industries agro-alimentaires, etc...

GO : Est-ce que la solution de ton problème ne passe pas la réduction massive du temps de travail ? Dans le cadre d'un travail de quatre heures par jour, il y a possibilité de partage du travail domestique. A ce moment-là l'extension de l'espace marchand n'est pas possible.

P.R. : C'est en effet la solution dans ce cas, mais je ne pense pas que ce soit la seule approche possible. Il me semble qu'il n'y aura pas de réponse au problème de la réduction de l'espace marchand tant que les formes de socialisation primaire dans la société n'auront pas trouvé de réponse différente. Actuellement il y a deux ordres de socialisation. On a soit la famille face à la société de marché, soit l'individu face à la même société. Je dis qu'il faut trouver des formes de socialisation plus larges que la famille et moins larges que le marché. Faut-il les appeler communautaires ? Je ne sais pas, tant le mot est dévalué et chargé d'utopie. Mais le problème n'est pas nouveau. Si d'autres sociétés ont échappé à notre mode de développement économique, ce n'est pas parce qu'elles mettent en avant des valeurs non marchandes face à des valeurs marchandes, ce n'est pas parce qu'elles préfèrent le sacré à d'autres modes de

fonctionnement, c'est parce que les formes de socialisation à partir desquelles se développe l'activité sociale sont d'une autre nature.

GO : Tu n'as pas répondu à notre interpellation sur l'espace européen, politique et militaire ?

P.R. : En disant Europe militaire, je ne présume pas de ce que pourrait être une défense. On peut séparer le problème de la reconnaissance d'un espace de sécurité, et celui de la défense de cet espace.

GO : Revenons à ce problème de défense. Parce qu'aujourd'hui cet es-

pace de sécurité européen ne peut naître technologiquement qu'autour d'une arme extrêmement concentrée, l'arme atomique...

P.R. : La critique la plus importante que je fais à ce type d'arme, ce n'est pas d'être concentrée quant au commandement. Tout militaire rêve d'une concentration maximum. C'est plutôt qu'elle implique, à travers les concepts de menace et de dissuasion, une modification des notions de danger, de sécurité et de violence dans la société. L'arme atomique dissout le problème classique de la violence.

Autosuffisance et protectionnisme

GO : A l'approche des élections européennes, les divisions classiques de la société politique française deviennent floues. Au couple gauche/droite se substitue celui de partisans/adversaires de l'intégration européenne. Les écologistes sont tout à la fois internationalistes et partisans d'un maximum d'auto-suffisance à tous les niveaux. Dans l'hypothèse d'une expérience autogestionnaire française, ces options supposent-elles un certain protectionnisme ?

Patrick Viveret : La question du protectionnisme, telle qu'elle se pose au sein de la gauche et plus précisément du PS aujourd'hui, n'a aucun sens : c'est quasiment le débat entre ceux qui reconnaissent que la France a 40% de sa production industrielle en échanges extérieurs, que ce soient importations et exportations, et ceux qui font comme si ça n'existait pas. Sous cette forme la plus brutale, le débat est pourtant nécessaire, tant la politique de l'autruche a été une constante dans l'histoire du mouvement socialiste.

Mais ce débat ne répond en rien à d'autres questions, celles qu'on se pose sur le modèle de développement. Prenons des choses précises : une nouvelle stratégie mise en œuvre sur la fabrication et la nature des objets produits. Pour partie, la France se lançant dans une telle expérience sera amenée à protéger un certain nombre de secteurs de recherches de pointe, pour faire que d'autres secteurs pilotes, comme le nucléaire ou l'automobile actuellement, cessent de l'être; et que la France se mette à occuper une position de pointe, mettons sur le solaire. Ou sur l'utilisation de la télématique dans le cadre d'un nouveau système d'organisation : on peut très bien imaginer ça. La période de transition nécessaire pour éviter un traumatisme trop profond à l'économie et à la société française dans cette reconversion, exige une certaine protection.

Mais on ne peut tenir sur cette protection que si elle n'est pas généralisée. Si elle se traduit au contraire par une certaine fermeture globale des frontières, on tombe dans une contradiction économique incontournable. C'est le cercle vicieux : limitation des échanges, autarcie économique, qui suppose traditionnellement un renforcement de l'État. On retrouve alors l'image du bunker, de la forteresse. C'est pourquoi les forces politiques les plus conséquentes dans une stratégie protectionniste se trouvent aussi bien à droite qu'au PC : elles vont au bout de la logique. L'État fort.

GO : Ne peut-on imaginer une autre logique de tendance à l'autarcie ? Sinon, on est coincé : d'un côté un environnement international dans lequel on s'insère, une division internationale du travail qui se renforce et nous interdit de « produire autre chose »; de l'autre, une tendance à l'autarcie avec développement d'un État fort, ce qui est l'inverse du but recherché. L'alternative ne peut-elle se penser qu'en ces termes ! Consciemment ou non, les écologistes - et le PSU - font le pari qu'une tendance à l'autarcie peut ne pas s'accompagner d'un État fort.

P.V. : Je crois que c'est plutôt dans l'autre terme de l'alternative que l'on peut progresser. Dans la recherche d'une autre forme de la division internationale du travail, plutôt que dans la recherche d'une autre forme d'autarcie. Je ne vois pas concrètement ce que signifierait pour un pays comme la France que d'arrêter ne serait-ce que la moitié de ses échanges extérieurs. On ne peut pas dire à la fois « fabriquons français, restons dans les limites de l'Hexagone », et qu'il n'y a de nouvel ordre économique international que par une mutation en profondeur des conditions de la division internationale du travail, notamment par un poids beaucoup plus considérable reconnu aux

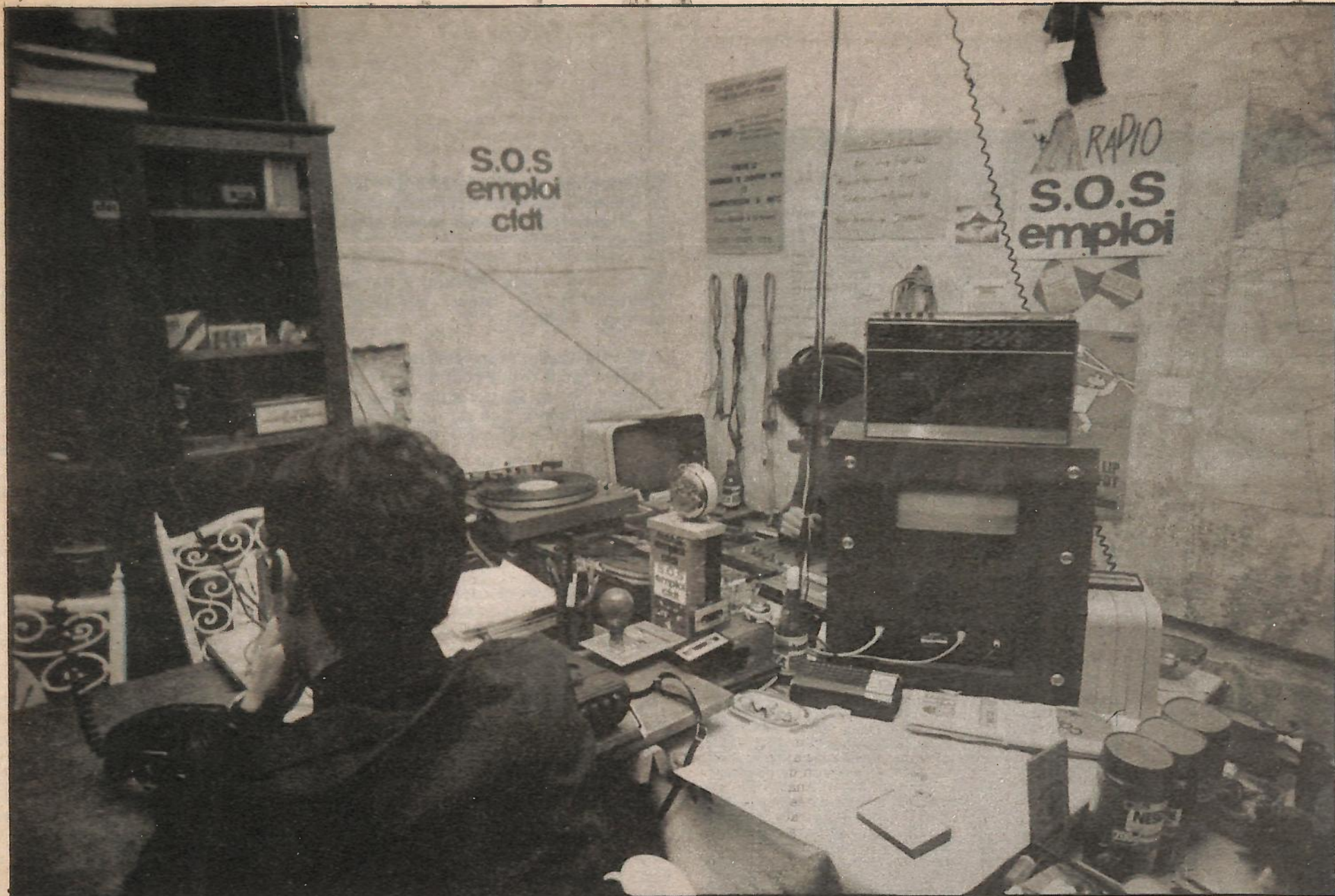


Photo Pol Gornek

matières premières dans l'échange, par une réorientation internationale des différents droits sociaux, etc...

A la limite, dans le meilleur des cas, un protectionnisme aboutirait à créer des ghettos expérimentaux dans des pays occidentaux - la Californie en France ! A jouer sur une situation d'abondance relative en créant un statu quo des conséquences de la division internationale du travail, telle qu'elle a été utilisée favorablement jusqu'à présent par les pays industriels, capitalistes ou socialistes. Ce raisonnement peut-il être tenu de la même façon par exemple sur les 3/4 des pays du Tiers-Monde ? Ce n'est pas évident. A mon avis, il n'y a de sortie à l'échelle internationale qu'en terme de division inégalitaire de l'échange international...

GO : ...dans l'autre sens. Mais la fin de l'échange inégalitaire qu'on connaît actuellement, ne serait-ce pas déjà énorme ? La seule voie de libération pour les pays du Tiers-Monde n'est-elle pas la voie de l'autosuffisance - l'échelle restant à préciser. Et non pas dans un nouvel échange plus à leur profit, qui est une utopie : au mieux on remplacerait une dépendance économique par une dépendance technologique, ce qui à terme produit une nouvelle forme de dépendance économique. Il ne semble pas du tout contradictoire de dire : la meilleure façon d'aider le Tiers-Monde, ce n'est pas de l'aider, c'est de cesser de continuer à l'enfoncer sous couvert d'aide, ou de lui imposer un certain type de développement ; et de dire en même temps : la seule réponse, pour un pays comme le nôtre, à une contrainte internationale lourde, est une limitation de plus en plus importante des échanges.

Nous n'avons pas répondu à la question du renforcement de l'État que cela peut supposer, et elle reste pleine et entière : l'alliance avec le PC et le RPR, non merci !

P.V. : Il ne paraît pas évident que l'espace national, quel qu'il soit, doive être pris comme espace d'autosuffi-

sance. Pourquoi dire qu'un pays du Tiers-Monde ou une nation comme la France, doivent être auto-suffisants. Pourquoi pas une région ? Mais fondamentalement l'échange est dans les rapports sociaux un progrès : à tel ou tel moment, il paraîtra plus sensé à une collectivité, parce qu'il y a des ressources géographiques, géologiques, climatiques différentes, de procéder à un échange. Le problème, c'est comment faire en sorte que la nature de cet échange ne crée pas de phénomène d'exploitation et de domination. Je ne vois pas pourquoi on décréterait a priori qu'on va essayer de le résoudre à l'intérieur de la France, et pas dans l'ensemble de l'espace international.

GO : D'accord : l'autosuffisance de la France n'est pas un but en soi. Le Sud-Est a peut-être plus intérêt à échanger avec les régions nord de l'Italie, ne serait-ce que pour des problèmes de distance, de transport. La discussion de l'espace politique est possible, mais dans une tendance générale à la limitation des échanges. Qu'est-ce que ça veut dire, à la frontière italienne, ces trains de Fiat qui croisent des trains de Renault ?

P.V. : Le problème n'est pas qu'il y ait des Fiats dans un sens, et des Renaults dans l'autre ; c'est qu'il y ait des Fiats et des Renaults sur les deux trains. Un espace plus large, par exemple de nature européenne, aurait davantage qu'un espace proprement français la capacité de procéder à des réorientations industrielles, technologiques, etc...

Par exemple, on imagine mieux que l'Europe ait les moyens de s'engager, avec une taille suffisante, dans une politique de recherche et d'application de nouvelles formes d'énergie. Une réflexion qui serait à peu près limitée sur l'exemple français produirait sans doute le contraire : on serait tiré vers une politique encore plus nucléaire, pensée comme l'un des rares secteurs technologiques avec une certaine garantie d'indépendance.

GO : Encore que ça se discute !

P.V. : Je ne partage pas ces arguments ! Mais ce sont ceux d'EDF sur le surgénérateurs, etc... Mais prenons l'exemple de l'automobile. Il est paradoxalement plus facile d'engager à un niveau européen des luttes syndicales ne se situant pas seulement en termes revendicatifs, mais posant les problèmes en termes de restructuration industrielle ; lors du contrat Fiat en Italie, ils ont exigé une restructuration industrielle pour le développement du Sud, plutôt que des avantages salariaux traditionnels. Sur l'espace européen, on peut imaginer un niveau nettement supérieur de la lutte : des forces politiques, syndicales, associatives, etc. à l'échelle de l'Europe, posant le problème de la quantité fantastique d'énergie (au sens large) consacrée au phénomène automobile, pour une réorientation des systèmes de transport et de communication. S'appuyant sur tel ou tel type d'expérience, en Suède, au Danemark, en Italie, en Autriche, etc...

L'espace européen, paradoxalement, même s'il est en retrait idéologiquement par rapport à ce qu'on affirme dans la gauche française, est sur un certain nombre de points plutôt en avance sur ce qu'on est capable de faire en France. Dans une stratégie de transition, il est plus facile d'engager sur un espace de type européen, une réorientation significative sur le plan international.

GO : L'idée d'Europe des luttes est intéressante. Mais ne sommes nous pas en train de confondre un projet avec son instrumentation ? Parler aujourd'hui d'« Europe politique et militaire » comme condition de l'autogestion, ça signifie quoi ? L'Europe avec qui, actuellement ou en 1981 ? Avec Schmidt ? C'est ambigu !

P.V. : C'est la stratégie qui est ambiguë, ou la réalité ? Est-ce un enjeu ou non, qu'un espace comme l'Allemagne soit associée à ça ? Je crois qu'il y a plus d'avantages, et moins de risques, à faire qu'un pays comme l'Allemagne soit associé à ce type de dynamique et de mutation, et que par exemple le mouvement ouvrier allemand soit en rapport

avec d'autres en Europe ; idem pour d'autres mouvements sociaux. Plutôt qu'on ait une sorte d'éclatement : le risque de réapparition, soit d'une forme de nationalisme, soit d'une forme d'atlantisme très prononcé en Allemagne serait considérable. Mais on est là dans l'ordre de la limitation : ce qui m'intéresserait plus, c'est un certain nombre de tentatives nordiques...

GO : Surtout que toute « alliance » avec l'Allemagne pose les conditions politiques du projet en France...

P.V. : Oui. Mais le problème est incontournable, aucune stratégie ne peut en faire l'économie. Aucune ne peut dire miraculeusement : le problème de l'Allemagne ne se pose pas.

Propos recueillis par
Jean-Luc Lavigne
et Cédric

Un disque : Comme beaucoup d'autres groupes, les Fabulous Poodles ont profité de la vague d'énergie qui a déferlé avec la musique punk pour se faire une petite place au soleil. Nous ne nous en plaindrons pas, car leur **Unsuitable** (Pye PYO 8504, dist. Vogue) est un chef d'œuvre d'humour, de rock and roll et de sonorités bizarres. Guimbarde et cythares se mélangent allégrement aux guitares habituelles et donnent un disque très rigolo. Les musiciens se dérident enfin, après le nihilisme punk. Et c'est bien. Là où le rire monte commence la révolte.

Un cachet le soir au coucher, dilué dans un peu d'eau sucrée.

Un free press : Ils ont foutu la merde pendant des années dans la bande dessinée, ne respectant rien de rien, surtout pas les super-vedettes. Ils ont dévoilé les petits secrets et dit du mal de tout le monde. Ils : **Le Petit Mické qui n'a pas peur des gros**, et son rédacteur en chef, Yves Frémion, dont les coups de gueule sont célèbres. Arrivé à son 14^e numéro, après une carrière mouvementée, le **Petit Mické** s'est sabordé. Il reste une centaine d'exemplaires désormais historiques de cette entreprise de démolition. Etes-vous collectionneurs ? (5,00 F au **Citron hallucinogène**, rue du Château, Tourtour, 83690 Salernes).

En compresses chaudes sur les pieds.

Un livre de SF : Le Fleuve Noir est une collection populaire que l'on achetait surtout dans les kiosques de gare avant un voyage en train quand on avait perdu son exemplaire du **Parisien Libéré**. C'était toujours bourré de **guerres dans les étoiles** et de flics de l'espace. Mais même cette SF là, dite de space opéra, a viré sa cutie. **Sterga la Noire**, de Louis Thirion (Fleuve Noir, coll. Lendemain retrouvés, n° 62) est une virulente critique des multinationales de l'espace qui exploitent et saccagent les planètes après y avoir liquidé les autochtones. Un violent plaidoyer anti-colonialiste.

En inhalations, deux fois par jour.

Une BD : Vous avez la nostalgie inavouée des westerns de votre enfance, mais vous trouvez les shérifs ridicules et vous n'aimez pas qu'on cartonne les indiens comme des lapins. Alors, les gags de **Panique à K.O. Corral de Tibet** (Ed. Dargaud) vous rappelleront le bon vieux temps. Ça ne va pas loin, mais l'histoire de ce gardien de l'ordre qui abandonne son métier pour devenir agriculteur écolo est bougrement sympathique. Et ça détend quand on a distribué des tracts sous la pluie toute une matinée, vous verrez.

En décoction, une fois par semaine.

Une bonne affaire : Si vous adorez les autocollants et les badges rouges et jaunes **Nucléaire ? Non merci!** (marque déposée), surtout ne vous en privez pas : ils sont disponibles auprès des Amis de la Terre de Marseille, 13 rue de la Cathédrale, 13002 Marseille, pour 2,00 F l'exemplaire, ou 1,00 par 25. Moi, j'en ai pris 1000, on ne sait jamais, avec la crise.

Massages à l'huile camphrée.

docteur Bernard Blanc ●

A l'Est, la non-violence ?

Cela peut sembler une gageure de vouloir interpréter la lutte des dissidents des pays de l'Est comme une lutte non-violente, et surtout une récupération facile. Le dernier numéro d'Alternatives Non-Violentes, consacré à « la dissidence en URSS », évite pourtant cet écueil qui consisterait à plaquer une théorie, une idéologie de la non-violence sur les mouvements politiques, sociaux et culturels de la dissidence.

A de rares exceptions, les mouvements d'opposition en URSS se manifestent d'une manière relativement non-violente : ils y sont acculés parce que la violence insurrectionnelle serait suicidaire et vouée à l'échec, donc absurde. Mais cette situation concrète a amené un courant important de l'opposition à mener une réflexion sur la nécessaire cohérence entre les fins et les moyens de leur combat. Ce numéro d'A.N.V. n'est donc pas un dossier de plus sur la dissidence, mais il vise à « mettre en relief dans ce qui se fait et se dit en URSS, les éléments qui concernent la réflexion et l'action non-violentes ; les textes présentés (inédits ou non) visent à interpeller tous ceux qui s'interrogent sur la non-violence et, à mon avis, ils préfigurent un renouvellement des conceptions que l'on a.

Un intéressant survol historique rappelle les racines d'une opposition qui s'est manifestée dès après la Révolution de 1917. Opposition de gauche, ouvrière, trotskyste ou anarchiste, elle sera complètement écrasée par Staline et on n'en trouvera plus trace après 1936. Un seul groupe encore organisé semble-t-il : les « Monachki » étaient des cadres des Jeunesses Communistes qui, boulever-

événements en cours» qui se fait l'écho des diverses tendances de l'opposition et donne leurs témoignages sur les atteintes aux droits de l'homme, la situation des prisonniers politiques et les internements en hôpitaux psychiatriques.

La majeure partie de l'opposition reste le fait de l'intelligentsia autour du Comité des Droits de l'Homme fondé par Sakarov. Sa lutte essentiellement axée sur l'application des accords d'Helsinki (droit à l'émigration, à la liberté de pensée et de réunion) est d'abord une lutte pour les libertés intellectuelles, une lutte relativement apolitique. On a beaucoup dénoncé en Occident ses ambiguïtés, en soulignant que cette position apolitique et purement morale est adoptée très facilement par Carter, Giscard et Cie. Deux textes répondent à cela : l'un qui montre que l'émergence d'une opposition ouvrière depuis 1977, n'aurait pu se faire sans cette première forme d'opposition. D'autre part, un entretien de Jean-Marie Muller avec Léonide Pliouch apporte des éléments fort éclairants sur ces questions.

Léonide Pliouch a toujours travaillé à ce que la dissidence reconnaisse la dimension politique de son combat ; il est donc à l'aise pour préciser l'importance de la dimension morale de celui-ci. Il ne s'agit pas d'une morale individualiste, mais d'une éthique profonde qui s'oppose à l'immortalité du régime soviétique. Pour lui le stalinisme est né, lorsque Lénine a donné le pas à la révolution sur la morale. Deux conséquences à une telle analyse : comprendre que la société soviétique est basée sur un matérialisme vulgaire (qui tient les masses en esclavage) qui a plus à voir avec le matérialisme de l'Occident qu'avec le matérialisme philosophique de Marx : « Le matérialisme de Marx contenait en lui une part de spiritualité, mais il avait besoin d'un dialogue constant avec les philosophes spirituelles non matérialistes... Il faudrait opérer un

aux conditions créées par un système policier, mais vient surtout de ce qu'il correspond à la seconde phase de la révolution industrielle, caractérisée par l'importance de l'information... Et la force de la dissidence, c'est de refléter les deux faces de la réalité : l'importance de l'information et l'importance morale de la vérité. Pliouch regrette à ce sujet qu'il n'existe apparemment à l'Ouest aucun mouvement reflétant ces deux aspects : néanmoins, il voit une exception avec Lip. (Sans doute, au moment de l'entretien, connaissait-il mal la lutte du Larzac qui reflète, elle aussi, ces deux aspects).

D'autres textes témoignent de la force de cette résistance morale : des « histoires drôles », un texte de Soljénitsyne, un texte de prisonniers politiques ; des extraits du livre de Boukovski et un entretien avec Natalia Gubernavskaja qui explique l'importance de la manifestation de 7 dissidents sur la Place Rouge en août 68, contre l'invasion de la Tchécoslovaquie ; tous deux rejoignent largement les perspectives de Pliouch par rapport au problème de l'éthique et de la violence. On arrive à une compréhension encore plus grande de l'importance de la réflexion et de l'action des dissidents pour renouveler nos conceptions de la non-violence avec la puissante analyse historique de Jean Van Lierde sur les rapports entre Tolstoï et Lénine. Si Tolstoï n'a jamais rencontré Lénine, il était en contact avec plusieurs de ses plus proches collaborateurs. A sa mort en 1910, il laissait derrière lui un mouvement de plusieurs dizaines de milliers de non-violents et antimilitaristes russes, enthousiasmés par ses très nombreux écrits, critiquant l'Église et l'État, la propriété et la guerre, prônant un anarchisme chrétien fondé sur le partage, le travail manuel, la désobéissance civile (ces écrits furent à l'origine du mouvement lancé par Gandhi aux Indes après un échange de lettres avec Tolstoï). Lénine avait écrit plusieurs textes et



Jean-Marie Muller, du Mouvement pour une Alternative Non-Violente, avec Léonid Pliouch.

Photo GO/Civiel

sés par les purges de 1934, lancèrent un mouvement non-violent dont l'idéal était un communisme chrétien, composé de communautés industrielles et agricoles inspirées par la vie des premiers chrétiens, et refusant la propriété privée, l'état totalitaire et les églises instituées.

Après 1947, c'est dans les camps que commença à se reconstruire une opposition autour d'officiers considérés comme traîtres pour avoir combattu le nazisme, d'ukrainiens, de Monachki, rejoints par des étudiants qui avaient essayé de fonder de nouveaux cercles d'inspiration trotskyste ou anarchiste. Mais c'est après la mort de Staline, en 1953 et surtout le Rapport Krouchtchev et l'écrasement de la révolution hongroise en 1956 que l'opposition va se développer. C'est d'abord le réveil de la créativité littéraire et les publications soit clandestines (les « Samizdat ») soit autorisées : ce mouvement s'explique parce que dans les camps, une des formes de la résistance s'était faite par la transmission (souvent orale) de textes poétiques ou littéraires. Progressivement apparaîtra une diversification de l'opposition avec des tendances politiques, nationalistes et religieuses. Depuis le début 1968, s'organise un mouvement démocratique qui réclame le respect de la loi et de la constitution de l'URSS. Il est à l'origine de la publication (clandestine) de la « Chronique des

retour au matérialisme spirituel qui dialoguerait avec les autres idéologies... L'une des théories du marxisme, c'est que le développement matériel n'est que l'outil permettant de développer la conscience spirituelle... »

De telles phrases sont importantes car elles témoignent d'un refus de la dualité matière/esprit et rappellent que le matérialisme de Marx s'oppose à l'idéalisme plus qu'au spiritualisme. Deuxième conséquence, un mouvement pour un « socialisme moral », comme l'appelle Pliouch, doit se baser sur une cohérence entre fins et moyens et se poser le problème de la violence en politique. Si dans certaines situations, on ne peut éviter la violence, celle-ci reste un crime qu'il ne faut pas chercher à justifier. Aussi, il lui semble important de développer les « idéologies humanistes » pour pouvoir canaliser la violence et la réduire au minimum en essayant de recourir le plus possible aux méthodes de lutte non-violente.

A noter, une précision intéressante de Pliouch : la force de la dissidence en URSS vient essentiellement du réseau des « Samizdat ». Ce réseau permet un échange constant d'informations mais aussi un dialogue constant entre les personnes qui en font. Or l'existence d'un tel réseau, sorte « d'organisation non organisée », est lié non seulement

donné plusieurs conférences sur Tolstoï et c'est parce qu'il approuvait le mouvement tolstoïen - même s'il le critiquait - qu'il prit en 1919 un décret reconnaissant l'objection de conscience pour motivations religieuses ; de même en 1921, il choisit comme secrétaire de l'Internationale Socialiste un ancien pasteur tolstoïen suisse, Humbert-Droz ; celui-ci rompra en 1942 avec Staline, et rejoindra à la fin de sa vie le combat des objecteurs en Suisse. Jean Van Lierde nous prédit que la publication (en cours) des œuvres complètes de Tolstoï en URSS ne manquera pas de réveiller un certain nombre d'idées dans la mémoire populaire et que la confrontation désormais possible entre Tolstoï et Lénine est riche d'un espoir de fécondation réciproque entre socialisme et non-violence dont la synthèse est nécessaire, pour que les mouvements ouvriers et les mouvements du Tiers-Monde fassent éclore des révolutions humaines.

Régis Piuchet ●

Alternatives non-violentes N° 52 : la dissidence en URSS. (6F ; BP 28 69341 Lyon Cedex 2 ; abonnement 35 F).

Variole: touchez pas aux virus!

Toute la planète sera bientôt libérée du virus de la variole.

Toute ? Non. Une poignée d'irréductibles laboratoires militaires le cultivent soigneusement.

A toutes fins utiles....

Dans quelques mois, en Novembre 1979, l'Organisation Mondiale de la Santé va, sans doute, annoncer officiellement la disparition totale de la variole humaine. Une nouvelle qui marquera la victoire historique d'une action non-violente sur l'un des plus anciens et des plus redoutables fléaux que l'humanité ait connue.

Mais rien n'est simple. La disparition du danger variolique et ses conséquences posent pour demain un problème angoissant. Dans quelques dizaines d'années, l'organisme humain, sans contact avec les virus de la variole ou de la vaccine, se trouvera totalement désarmé devant un éventuel retour - naturel ou provoqué - de la maladie.

Il y a douze ans, en 1967, l'OMS chargeait les docteurs David Henderson et Isao Arita d'organiser et de diriger la plus grande campagne sanitaire jamais conçue par l'homme. Son but ? Rayer définitivement la variole humaine de la surface de la terre. Ses moyens ? Une méthode : la vaccination et l'isolement absolu des malades et de leurs contacts. Une équipe : des médecins dévoués et compétents. Des ressources financières : moins de dix millions de francs par an.

Comme convenu au départ, l'annonce officielle de l'éradication devrait être faite deux ans après le dernier cas enregistré. Il n'en sera sans doute pas ainsi. Si le dernier cas de «variole sauvage» a bien été observé en Novembre 1977 à Merka (Somalie), une mini-épidémie a éclaté l'été dernier à Birmingham (Angleterre). Elle a entraîné quelques cas de variole dont un mortel mais son origine accidentelle a pu être prouvée et la déclaration d'éradication ne s'en trouvera pas, en principe, retardée.

Une vieille tueuse d'hommes

La variole sévissait, sans doute, depuis des temps immémoriaux dans les steppes de l'Asie centrale, lorsqu'elle fut introduite en Chine, vers l'an 300, à l'occasion d'une guerre contre les Huns. Elle commença, alors, un irrésistible processus d'infection de la race humaine. Spécifiquement orientale à ses débuts, elle est largement disséminée par les armées arabes après l'Hégire. Au XIII^{ème} siècle, en Europe, elle tue un enfant sur trois... En 1545, les troupes espagnoles l'introduisent sur le continent américain : elle y fera trois millions de morts en deux épidémies successives (1545 et 1576), le même résultat que celui de la grande épidémie indienne de 1770.

Au XVII^{ème} siècle, elle tue en Islande le tiers des 57 000 habitants de cette île. En France, la dernière épidémie a eu lieu en 1954-55 à Vannes et Brest. Elle devait infecter 88 personnes et provoquer 18 décès.

Les virus de la variole humaine sont spécifiques à l'organisme humain et ne se reproduisent pas en dehors de lui. On ne sait pas les distinguer au microscope électronique de leurs cousins de la famille des «Pox-virus» (varioles animales diverses), minuscules cylindres de 350 x 250 milliardièmes de millimètre. Tous les «Pox-virus» se cultivent sur la membrane d'embryon de poulet où ils créent des lésions caractéristiques. Le délai d'apparition de ces lésions, leur aspect, la température maximale à laquelle on peut les cultiver, sont autant de données qui permettent de les différencier entre eux.

La famille des Pox-virus se distingue par son extrême instabilité génétique, par la grande facilité de «croisement» entre ses membres et par le taux élevé de mutations spontanées. En principe, chaque souche originale est naturellement adaptée au parasitage d'un organisme donné. On lui donne le nom de l'animal chez qui on l'a détectée pour la première fois.

Une dangereuse famille

On connaît trois souches principales de virus de la variole humaine : le virus asiatique (variola major), le plus meurtrier (entre 20 et 45% de décès chez ceux qu'il atteint), le virus alastrim (variola minor) qui a longtemps sévi en Amérique du Sud et en Afrique de l'ouest (l'alastrim est une souche moins virulente qui ne tue que dans 1% des cas) et, enfin, le virus tanzanien dont la virulence est intermédiaire entre les deux premiers. Comme nous l'avons indiqué, on sait différencier les trois souches en laboratoires mais, en fait, le problème est sensiblement compliqué par l'apparition continue de mutants et d'hybrides.

La variole a, sans doute, été la première maladie infectieuse que l'homme ait été capable de prévenir. Il y a 1500 ans, on pratiquait déjà en Chine la variolisation par introduction sous-cutanée de pus de varioleux. L'organisme ainsi infecté était atteint d'une forme atténuée de la maladie qui lui conférait l'immunité ultérieure.

Précisons à ce sujet que l'immunité contre les virus de la variole est «croisée» : l'organisme atteint par un des virus de la famille développe une immunité contre les autres. C'est une règle générale

mais on ignore s'il existe ou non des exceptions.

Vers la fin du 18^{ème} siècle, la découverte de la vaccination par Jenner permit l'immunisation à faible risque. Mais, si la vaccination a bien démontré son efficacité (ne serait-ce que par la réussite du projet d'éradication de la variole), il n'en reste pas moins qu'elle entraîne une certaine proportion d'accidents post-vaccinaux (entre autres encéphalites).

tous les membres d'une collectivité donnée, soit la vaccination de barrage, qui consiste à ne vacciner que ceux qui risquent de se trouver en contact avec des varioleux.

La réussite de cette opération ne sera définitive que s'il n'existe aucun réservoir naturel de virus autre que l'homme, mais rien n'est sûr en ce domaine.

Dans le monde entier, en 1973, il existait 75 laboratoires détenant des virus «actifs» de la variole. L'OMS était consciente qu'au fur et à mesure que s'annonçait la fin du programme d'éradication, ces stocks deviendraient les seules sources possibles d'épidémie. Ce qui était prévisible arriva ! Une fuite eut lieu dans un laboratoire de Birmingham (voir la G.O. 224 du 17.1.79). Elle déclencha une petite épidémie, vite jugulée, qui entraîna le décès d'une malade Janet Parker, et, par raccroc, celui du directeur du laboratoire, le Professeur Bedson, qui se suicida.

Dans ces conditions, l'OMS a recommandé qu'il ne subsiste, à la fin de 1980, que quatre centres détenteurs de virus : Laboratoire de prophylaxie de la variole de Moscou, St Mary's Hospital de Londres, Institut national de la Santé de Tokyo et Centre de contrôle des maladies infectieuses d'Atlanta. Malgré les efforts de l'OMS, il reste encore à ce jour quatorze laboratoires «chauds».

Le virus de la variole est aisé à cultiver, peu dispendieux à produire en masse et son transport ne demande pas de gros moyens... Et l'on ne sait pas guérir la variole. Il n'existe qu'un médicament, la Methisazone, actif uniquement durant la période d'incubation.

Il semble bien que certains laboratoires aient reçu consigne, pour des raisons de «mises au point de contre-mesures», de rechercher des souches de virus échappant à la règle des «immunités croisées». De tels virus n'admettraient que des vaccins spécifiques et seraient extrêmement dangereux contre un adversaire ne les connaissant pas. Il est possible que l'affaire de Birmingham et le très étrange suicide du Professeur Bedson ne soient pas étrangers à de telles recherches.

Toujours est-il qu'actuellement deux laboratoires américains refusent de détruire ou de transférer leurs stocks de virus. Le premier est le conservatoire national des cultures de microbes et virus (ATCC) qui peut, à la limite, être considéré comme ayant des raisons scientifiques d'adopter une telle attitude. Mais il n'en est pas de même pour le second, le centre de recherches médicales des Forces Armées (MRIID) implanté à Fort Detrick, dans le Maryland, à l'emplacement de l'ancien centre de guerre biologique U.S..

L'armée américaine affirme que le MRIID ne détient ces virus que pour permettre, en cas de besoin, une reconnaissance rapide des agents pathogènes. Mais il y a peu de temps, un des dirigeants de l'OMS déclarait : «La seule raison qui préside au maintien d'un stock de virus à Fort Detrick ne peut être que la volonté de préparer l'éventualité d'une guerre biologique offensive».

Un ami redoutable

Les intentions de certains pays ne sont pas très claires en ce qui concerne les recommandations de l'OMS. Le virus de la variole constitue, en effet, une arme de choix en matière biologique. Il est vrai qu'il ne figurait pas, jusqu'à



L'éradication de la variole

La campagne d'éradication, d'ores et déjà réussie par l'OMS, s'est essentiellement axée sur l'isolement des malades et de leurs contacts et par l'application généralisée de la vaccination. En fait, en pratiquant l'infection par la vaccine, on supprimait tout terrain de reproduction de la variole humaine. Deux techniques ont été utilisées, soit la vaccination de saturation qui consiste à vacciner

présent, sur la liste des agents pathogènes appropriés à ce type d'opérations. La quasi-totalité de la population mondiale était, en effet, vaccinée. Il paraissait difficile, dans ces conditions, qu'une épidémie «artificielle» de variole puisse prendre une extension «valable» sur le plan stratégique. Une fois la variole éradiquée et les campagnes vaccinales définitivement arrêtées il n'en sera plus de même. Les populations deviendront, alors, vulnérables à cette arme de destruction de masse, aussi redoutable - sinon plus - que les armes nucléaires.

A un moment où s'alourdissent sur le monde les risques de conflit généralisé, les grandes puissances, accords SALT en tête, semblent se polariser sur les armes nucléaires. Soyons, cependant, bien sûrs que partout dans le monde, y compris dans notre pays, des scientifiques mettent leur intelligence au service de la recherche de nouvelles machines à tuer.

Il se pourrait fort bien que l'une de celles-ci soit un virus...

R.L.Cooreen. ●



Photo GO/P.-Y. Poindron



Le retour des ordures

Tout n'est pas à jeter dans une poubelle... Mais on ne récupère pas les vieux papiers, le verre, les bouteilles plastiques n'importe comment. Le lancement d'une opération «collecte sélective des ordures ménagères» dépend de nombreux facteurs.

Le CANE de Meulan a constitué un groupe de travail auquel s'était joint un élu municipal MRG des Mureaux (78) pour étudier la question. Aux Mureaux l'idée a du mal à passer auprès de la municipalité (voir GO n° 245). Mais l'étude peut toujours servir à d'autres. Elle est présentée ici, résumée... mais réactualisée.

Imaginons une immense poubelle, haute comme trois fois la Tour Eiffel, pesant 12 millions de tonnes et d'une capacité de 60 millions de mètres cubes et on aura une petite idée de la quantité d'ordures ménagères collectées chaque année en France. Sans doute la quantité de déchets produits par habitant est extrêmement variable et dépend du mode de vie, des conditions climatiques des méthodes d'emballage des commerçants voisins et du caractère de l'agglomération. Un citadin «produit» en moyenne 0,850 Kg par jour tandis qu'un rural se limite à 0,600 Kg. Le parisien l'emporte largement en jettant dans ses poubelles en moyenne un kilo de déchets par jour.

Tels sont les signes de la maladie : la surconsommation. Mais ne nous leurons pas, ce n'est pas du jour au lendemain qu'on remettra en question tout le système économique qui engendre un tel gaspillage.

Alors... Le seul moyen que nous, écologistes, pouvons proposer c'est la collecte sélective, qui aura l'avantage d'illustrer le gaspillage auquel se livre le système et dont peu de gens sont conscients. Concrètement, elle permet d'économiser des matières premières et de l'énergie, de réduire les dépenses et de limiter les nuisances liées à la destruction des ordures ménagères.

L'idée n'est pas nouvelle : 600 communes l'ont plus ou moins réalisée intégralement, mais l'expérience peut être étendue. Tel est le but de l'étude réalisée par un groupe d'écologistes des Mureaux dont voici un bref résumé.

Les matériaux collectables et recyclables

Pour que le bilan financier soit positif, il faut se limiter à la sélection des matériaux effectivement recyclables et commercialisables. Ceux-ci représen-

*Tout est bon chez elles,
y a rien à jeter.
Celles qui ne vont pas au compost
sont également pleines de ressources.*

tent environ 10 à 15% des déchets (voir encadré).

Il n'est donc pas question de collecter n'importe quoi, n'importe où, ni n'importe comment.

Ce qu'il faut savoir des matériaux :

1) Le papier carton.

Pour fabriquer une tonne de papier, il faut environ abattre 16 arbres et utiliser 0,5 TEP. Pourtant le recyclage du papier rencontre de nombreux problèmes. Les cours de revente sont généralement très bas, sa collecte seule débouche rarement sur un bilan financier positif. Il est quasi impossible d'obtenir un contrat garantissant le maintien des cours et des débouchés. De plus, toutes les catégories de papier ne sont pas recyclables : papier plastifié par exemple, et l'élimination des corps étrangers comme les agrafes ou les reliures, si elle n'est pas toujours insurmontable augmente le coût de fabrication du papier recyclé, ou entraîne des pollutions (désencrage). De plus l'emploi du papier recyclé se heurte à des obstacles psychologiques (la blancheur).

Ces problèmes sont étudiés par l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (1). Il faut espérer que dans un proche avenir un fond de soutien des cours sera créé et une normalisation des encres adoptée.

En attendant les communes qui veulent promouvoir la collecte du papier carton devront essayer d'obtenir un contrat avec un récupérateur, garantissant un prix d'achat minimum pour un mélange papier carton en vrac et la reprise de la totalité de la collecte. Mais elles n'ont pas intérêt à revaloriser le mélange par un tri, ni par une mise en balles, même si le prix de revente est supérieur : les frais engendrés par l'emploi de personnel et par l'achat d'une presse sont supérieurs au bénéfice global de la collecte. En revanche le public doit être clairement informé sur les catégories de papiers et de cartons recherchés ainsi que sur l'élimination des déchets (agrafes), car le prix de vente est fonction de la qualité du produit. Enfin, il serait peut-être de bon ton que pour toute la papeterie communale, l'on utilise du papier recyclé : les communes de Comblanes et Meynac en Gironde ont donné l'exemple.

2) Le verre.

C'est de tous les matériaux le plus facilement commercialisable, car son prix d'achat, basé sur celui des matières premières et de l'énergie est garanti. En 1974, suite à la crise de l'énergie, le

POUR UNE COLLECTE SELECTIVE
DES ORDURES MENAGERES
AUX MUREAUX

REUNION DEBAT
MERCREDI 20 DECEMBRE 1978
SALLE S.R.V. (20H45)

Ministère de l'Industrie et de la Recherche signait un contrat avec les industries verrières en se donnant pour objectif 600 000 T de verre récupéré par an dans le courant des années 80, soit 40% de la production.

Si cet objectif est réalisé, 50 000 TEP et 600 000 T de sable, carbonate de soude, chaux, seront économisées.

Broyé et mélangé à la silice, il sert de fondant. Toutefois, seul le verre d'emballage est utilisable à l'exclusion du verre armé «sécurité» et bien sûr des capsules et bouchons qui devront être éliminés avant la collecte.

La collecte des bouteilles entières (consignées) ne donne pas toujours les résultats escomptés, comme en témoigne l'expérience mise en place dans la communauté urbaine de Bordeaux. Seules 25% des bouteilles sont réutilisées. Pourtant ce système offre l'avantage d'économiser de l'énergie.

Le système a des adversaires; les industriels du verre, on s'en doutait, ne sont pas très chauds. Leurs arguments ne manquent pas : les bouteilles peuvent être souillées, contenir des éclats de verre, se briser au long du cycle, ne pas avoir de col identique. Comme toujours, le chômage est utilisé comme chantage.

La normalisation des bouteilles en grandes catégories (Champagne, Bordeaux, Bourgogne) revaloriserait ce mode de recyclage, mais seule une décision gouvernementale permettrait d'y parvenir.

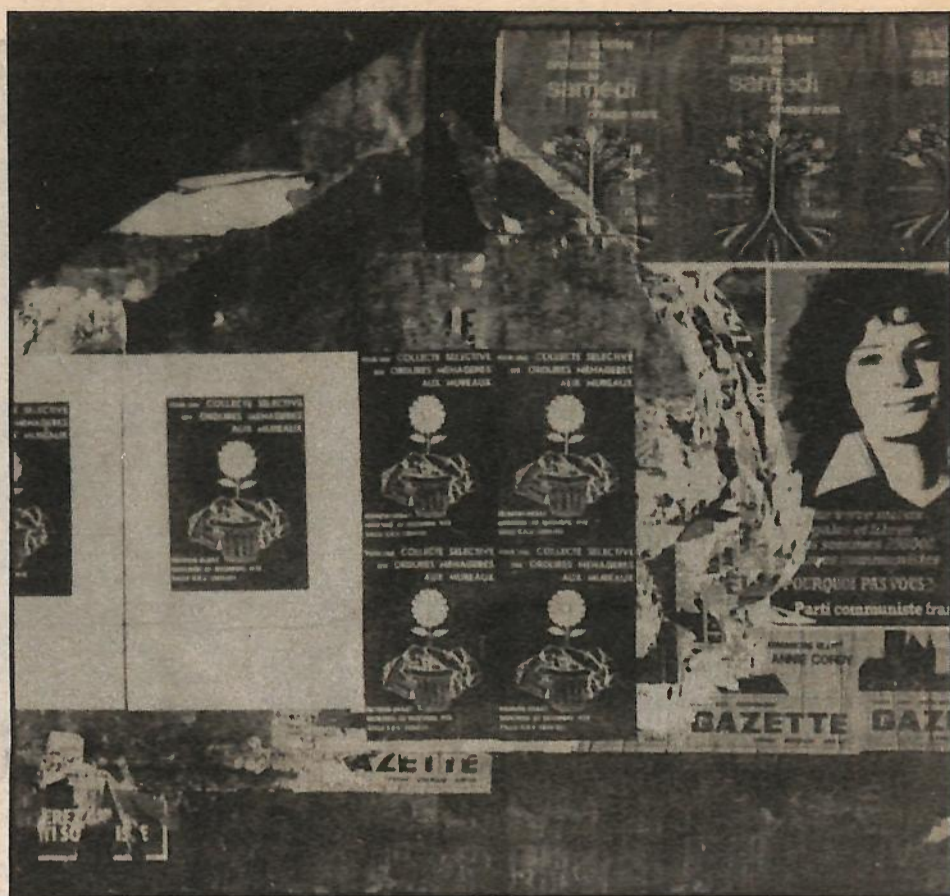
3) Les plastiques.

Leur variété est impressionnante et seul un professionnel s'y retrouve. Tous les plastiques contenus dans les ordures ménagères ne sont pas réutilisables.

Pourtant le polychlorure de vinyl est identifiable à coup sûr : c'est lui seul qu'on utilise pour contenir eaux minérales, vinaigre, huile, vin et certains produits d'entretien. Les bouteilles ayant contenu des produits d'entretien ne peuvent être réutilisées. Là aussi, il est nécessaire de bien informer le public.

Broyé, il est employé pour la fabrication de tuyaux, d'emballages industriels, de piquets de vigne, dalles de sol etc...

Du fait de son volume, sa collecte est malaisée. Mais certaines communes le ramassent avec le verre. Le tri est fait par le récupérateur intermédiaire entre les verriers et les communes.



4) Les chiffons.

ils peuvent être utilisés en l'état ou pour la fabrication des fils, d'articles de rembourrage, ou de pâte à papier. Ils doivent être présentés propres afin d'obtenir un prix de vente maximum.

Ce ramassage est souvent effectué par des organismes philanthropiques et il n'est peut-être pas de bon goût de se substituer à eux.

Il faudra profiter de la publicité de la collecte pour tenter d'augmenter le rendement.

5) Les métaux.

Il serait possible de récupérer les boîtes de conserves, mais elles ne sont utilisables par l'industrie que désétamées et en balles. La France n'est pas équipée pour ce traitement et les seuls débouchés sont l'Espagne et l'Italie.

Ce matériau magnétique se trie facilement mécaniquement. La meilleure solution serait d'en faire le tri avant l'incinération ou à la décharge. Opération déjà réalisée lors de la fabrication du compost.

Moyens de collecte

L'information auprès du public sur les matériaux à collecter est extrêmement importante puisque ce sont les ménages qui devront faire eux-mêmes le

tri et le stockage avant la collecte proprement dite. Son rendement sera fonction des possibilités de stockage dans les habitations. Pas de problèmes dans les zones pavillonnaires, par contre de graves difficultés doivent être résolues dans les immeubles et les grands ensembles.

Afin de limiter la durée du stockage, la collecte devra être fréquente, de préférence bi-mensuelle pour chaque type de matériau.

1) Le rythme de ramassage.

La collecte de substitution est la plus employée par les communes qui pratiquent la collecte sélective. Les matériaux retenus sont ramassés à la place des ordures ménagères, en choisissant le jour le plus favorable de la semaine : le mercredi, jour de repos des enfants qui jouent un rôle important dans la sensibilisation des parents. De plus, le mercredi est le jour le moins chargé de la semaine. La tournée ordinaire du jeudi sera dès lors équivalente à celle du lundi.

Cette forme de collecte peut être faite par l'entreprise avec laquelle la commune a passé son contrat de ramassage, sans supplément financier, puisque le volume ramassé et le nombre de collecte sont identiques. Néanmoins, les négociations risquent d'être serrées, mais il est toujours possible de remettre le contrat et son échéance en cause.

2) Le matériel.

Généralement, le ramassage se fait par benne normale. Dans le cas de collecte simultanée (ordures ménagères plus verre par exemple) les bennes ont été équipées de manière à recevoir des bacs sur les flancs. Cette solution ne semble pas idéale car les bacs sont d'une capacité trop faible.

Les petites agglomérations peuvent acheter des containers (18 000 F) ou les louer.

Diverses autres solutions ont été utilisées. La Rochelle utilise une remorque spéciale attelée à une benne tasseuse compartimentée. Bordeaux s'est pourvu de J7 remorquant un plateau équipé de palettes pour réceptionner des bouteilles entières. Roanne se sert d'une benne tasseuse équipée sur le côté d'un élévateur alimentant un concasseur.

3) Le stockage.

Il faut prévoir un endroit pour conserver les matériaux avant qu'ils ne soient enlevés par le récupérateur pour leur conserver leur parfait état. Pour le papier carton et les chiffons, prévoir un local couvert et sec; pour le PCV et le verre, une aire bétonnée accessible aux camions de 20 à 30 tonnes.

Information et sensibilisation

La réussite d'une opération de collecte dépend entièrement de la sensibilisa-

Au menu

Selon diverses sources, on trouve dans les ordures ménagères les éléments suivants :

Éléments fins (cendres, etc.)	10 à 20 %
Matières végétales et putrescibles	15 à 20 %
Papiers et cartons (répartition 1/3 2/3)	20 à 40 %
Chiffons	1 à 6 %
Plastiques	2 à 6 %
Verres	2 à 8 %
Métaux	2 à 6 %

Ces proportions sont données en poids.

Suite à une étude réalisée en 1974 (donc peut-être faussée par la crise actuelle), la quantité de papiers cartons pourra atteindre 60 %; de plastique 10 %, le verre étant en stagnation.

LE COÛT DU TRAITEMENT

Méthode de traitement	Coût à la tonne	Importance
Incinération		
- avec vente de calories	50 à 60 F	21 %
- sans vente de calories	70 à 80 F	
Compostage (avec vente du compost)	25 à 35 F	7 %
Décharges		
- contrôlées	20 à 25 F	72 %

Les divers procédés énumérés sont imparfaits car ils ne permettent pas de revaloriser l'ensemble des déchets. Le traitement et la collecte des ordures ménagères coûtent à la collectivité environ 1,8 milliard de francs chaque année.



Photo GO/P.-Y. Poindron



D.R.

Bilan d'une collecte sélective

- 1) Evaluation du tonnage des ordures ménagères traitées chaque année par la commune.
- 2) Calcul de la production par mois et par habitant.
- 3) Utiliser le tableau suivant en appliquant le pourcentage spécifique à chaque matériau pour calculer le tonnage collectable par mois (Source : Ministère de la Qualité de la Vie).

Matériaux Récupérables	Proportion contenue dans les O.M.	Quantités récupérables	Rendement
Papiers-Cartons	35%	60%	20 à 40%
Verre	8%	75%	30 à 60%
Bouteille PVC	1,1%	80%	15 à 60%
Chiffons	3%	50%	10 à 30%

A titre indicatif, les résultats selon les zones peuvent être les suivants :

Matériaux récupérables	Zone urbaine par habitant et par mois	Zone rurale par habitant et par mois
Papiers - Cartons	1 à 2 kg	0,7 à 1,5 kg
Verre	0,5 à 1 kg	0,3 à 0,6 kg
Bouteille PVC	25 à 100 g	20 à 70 g
Chiffons	35 à 110 g	25 à 80 g

Pour calculer le bilan mensuel, il est souhaitable de tenir compte d'un rendement minimum.

- 4) Prix de vente des matériaux à titre indicatif.
Papier et papier-carton mélangés en vrac : 80F/tonne
Carton en vrac : 120F/tonne
PVC, traité et livré à l'usine : 600 à 800F/tonne
Chiffons (vendus à un récupérateur local) : 150F/tonne en vrac ; 750F/tonne pour les vêtements.

Verre (voir tableau ci-dessous)

Distance de la commune à l'usine	Contenu d'un container loué	Prix sur aire de stockage
moins de 50 km	58,50F	110F
50 à 100 km	50,65F	97,65F
100 à 150 km	40,55F	87,55F
150 à 200 km		72,85F

5) Economie réalisée sur le traitement des O.M. dans le bilan d'une collecte sélective il faudra tenir compte du fait que les matériaux récupérés ne sont plus à traiter et qu'il en résulte une source de revenus pour la commune.

6) Frais divers : frais d'information, frais de stockage (construction d'une aire de stockage bétonnée pour le verre d'un coût d'environ 10 000F, aménagement d'un hangar, etc.), et frais de collecte (sauf dans le cas d'une collecte par substitution qui devrait être gratuite)

- 7) Bilan financier global annuel :
Recette due à la vente des matériaux
+ économie de traitement
- frais éventuels de collecte
= Bilan financier annuel

tion de la population. L'information avant et pendant la campagne de collecte sélective peut s'appuyer sur deux thèmes : la lutte contre le gaspillage des matières premières et de l'énergie et la lutte contre la pollution. Ces thèmes rencontrent généralement un écho favorable auprès des personnes âgées et des enfants qui peuvent être des relais auprès des chefs de famille, moins sensibles à cette argumentation.

Différents moyens d'information peuvent être utilisés : tracts, lettres aux habitants, aux écoliers, aux enseignants, éducateurs, industriels locaux; affiches; voitures-radio; réunion d'information; presse locale; radio et télévision si possible.

Cette information doit être l'objet d'une commission extra-municipale où seront associés élus et services techniques, associations, en particulier celles de défense de l'environnement. Des groupes de travail peuvent également réfléchir à certains problèmes dont le plus important est le stockage en imposables collectifs.

Pourquoi ne pas organiser un concours auprès des écoliers pour trouver une affiche? Le choix de l'affiche est en effet important (celle de La Rochelle représentait une fleur dans une godasse)

L'opération collecte sélective doit faire le plus de bruit possible. L'information doit être continue : affichages des résultats, banderoles, journal municipal, tract annuel donnant le bilan de l'opération.

L'emploi des bénévoles peut également sensibiliser le public, et leur affectation prévue avant le lancement de l'opération.

La place des écologistes

En se lançant dans une action concertée avec les municipalités de toutes tendances, les écologistes ou environnementalistes démontrent qu'ils sont capables à partir d'analyses, d'entreprendre des actions pratiques au service de la collectivité.

Ce genre d'action doit leur permettre, si elle n'est pas récupérée politiquement par les élus, de rendre crédible le

mouvement écologique et de démontrer qu'il n'est pas constitué que d'utopistes

Toutefois, ils ne devront pas perdre de vue que le bénéfice de leur action reviendra une fois de plus au capital, car en organisant la récupération, on risque de valoriser la surproduction.

La collecte sélective ne restera qu'un pis aller si suite à sa mise en place on ne reste pas mobilisé contre la société de consommation.

Michel Lachaise ●
11 Parc Talbot
78130 Les Mureaux.

(1) L'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) dépend du ministère de la qualité de la vie : elle peut accorder des subventions pour la mise en place d'une collecte sélective de plusieurs matériaux (financement et stockage ou de véhicule de collecte).

ANRED 2 square Lafayette,
49000 Angers. Tél (41) 88 98 25

171 Av. du Gal de Gaulle
92000 Neuilly. Tél. 745 14 40.

Bibliographie :

-La collecte des ordures ménagères. Questions-réponses. Ministère de la qualité de la vie, 14 Bd général Leclerc 92251 Neuilly sur Seine.

-Les déchets solides : pour une politique.

-La lutte contre le gaspillage; une nouvelle politique économique, une nouvelle politique de l'environnement.

La Documentation française 25-31
Quai Voltaire 75340 Paris cedex 07.

-Les résidus urbains.

Technique et documentation 11 rue Lavoisier 75008 Paris.

Adresses utiles :

- Fédération des syndicats et commerces de la récupération et du recyclage (Melle Le Déon), 14 rue de Courcelles, 75008 Paris. Tél.: 359 64 03.

- Chambre syndicale du verre mécanique (M. Moullin), 3 rue de la Boétie, 75008 Paris. Tél.: 265 60 02.



Photo GO/P.-Y. Poindron

tact pour diverses animations : Christian Lebrun 38 rue de Crimée Scy-Chazelles 57160 Moulins Metz. (Ce sont de chouet' copains...)

62

LA MAISON POUR TOUS organise le 29 avril un festival rock avec Little Bob Story, le 30 avril un concert avec Isabel Parra et Cuarteto Cedron et le 1er mai une fête populaire. Avenue de Rome, grande résidence, 62400 Bethune.

69

FOLK-CLUB INSA. Dans la perspective d'une nécessaire réunification entre la musique folk et la réalité déconcertante, il y aura, et sans rapport avec ce qui précède, un concert le jeudi 29 mars à 20H30 à l'INSA de Villeurbanne : Evasion groupe lyonnais (blues ragtime chansons) et Jack Treese musicien américain-Périgourdin (guitare, banjo, chansons). L'entrée se paiera hélas dix de nos francs actuels.

75

FORUM DES HALLES à partir du mardi 20 mars au Petit Forum à 20H30 tous les jours, sauf dimanche et lundi. Les Garçons de la Rue (comédiens, danseurs et musiciens.) jusqu'au 8 avril.

75

LE PREMIER FESTIVAL du cinéma du Tiers-Monde à Paris du 11 avril au 1er mai 79 au Bonaparte, au Bilboquet et à la Pagode. Du 2 au 7 mai à l'Unesco Place Fontenoy à Paris.

76

BENIN... connaissez ? Venez l'écouter, lui et ses amis, le lundi 19 mars à 20 h 30, au foyer municipal de Caudebec les Elbeuf. Entrée 15 F.

91

ROCK avec Shakin'street, le samedi 17 mars à 21 h. au centre d'animation culturelle M.J.C., 18 rue de Savigny, 91380 Chilly Mazarin (tél. 909 01 87).

LE 4^e FESTIVAL FOLK de la MJC de Ris-Orangis aura lieu le 12 mai. Cette manifestation désormais traditionnelle a accueilli l'an dernier 6000 personnes. Cette fois ci nous en attendons plus. C'est un spectacle à ne pas manquer. Un bon de soutien de 20F est diffusé donnant droit à l'entrée au festival (entrée le jour même : 40F).

94

CAFE-THEATRE DU SOLEIL dans la tête. Face à une société qui semble étouffer de surabondance, chacun cherche une alternative... Qu'en est-il des Alternatives ? C'est ce que nous essaierons de présenter du 7 mars au 1er avril 79 autour du thème « Vie, travail, activités communautaires » de l'utopie à la réalité. 3 rue du docteur Charcot 94500 Champigny sur Marne Tél : 886 64 79

ANNE SYLVESTRE passe le 21 à Toulouse aux Halles aux Grains, et le 17 à Bourges dans le cadre du Printemps de Bourges à la Maison de la Culture.

BELGIQUE.

CREER ET VIVRE LA FETE. Un stage d'initiation à la musique et à la danse folklorique. Re-découvrir le sens de la fête, la créer et la vivre à travers la musique et la danse folklorique, y faire naître la communication, la rencontre, la communion... Tout un programme que nous vous invitons à vivre avec nous à Burnontige-Ferrières (Ardennes) du 8 au 16 avril à travers un stage d'initiation à la musique et à la danse folklorique. Tous les renseignements : Centre de Rencontre La Bonne Nouvelle 7 Burnontige 4080 Ferrières. 086/43 35 93.

Divers

07

A VENDRE : dans hameau ardéchois, petite ferme en état de marche plus 4 Ha (dont une partie en bio-dynamie). Très beau, et sans électricité. Prix : 50 000. Thierry Seroux Mons par Arcens 07310 Saint Martin de Valamas.

12

JE CHE 3^e HE une personne calme et dégoûtée pouvant venir m'aider et me tenir compagnie dans une petite vallée tranquille pour installer

différents élevages, pour une durée de six mois minimum. Tél : 65 43 45 42. le soir de préférence. Flagnac. 12 Aveyron.

17

A VENDRE 35KMs La Rochelle dans hameau campagne maison 200 m2 plus dépendances (granges, écurie, auvent, poulailler) plus 5500m2 terrain en cour, jardin, et près tout autour. Eau, chauffe-eau, électricité plus force. 150 000F. Renseignements par écrit. N. Joffard 17920 Breuillet.

31

VIVRE EN HARMONIE dans son corps : Le groupe Vie et Action-Toulouse organise pendant les vacances de Pâques deux stages résidentiels : 12 au 13 avril, vivre en harmonie dans son corps. 13 au 15 avril : à la recherche de mon énergie vitale. Animés par Francis et Chantalle Moreaux, psychologues. Bioénergie, méditation, relaxation, analyse, etc. selon les besoins. Inscriptions avant le 31 mars. Renseignements : Vie et Action, en Motes, Montlaur 31450 Montgiscard 61 81 00 97.

33 53

JE CHERCHE A LIER depuis quelques années les formes d'expressions (musique, arts plastiques...) et le milieu rural dont je suis issu c'est à dire que je voudrais exploiter ces modes d'expression. Je pratique moi-même la musique sous divers instruments et ai fait un an de Bx Arts à Angers. J'ai envie d'exploiter ces techniques avec d'autres. J'aimerais pour septembre ou octobre 79 trouver un stage ou une formation en cours d'emploi d'animateur d'un an ou deux ou plus. Si vous croyez être intéressé, ou si vous avez quelque chose à me proposer, voici mon adresse : Francis Martin chez M Mainini Domaine de Grand Juan Saint Antoine du Queyret 33790 Pellegrue.

Après le 30 avril : La Chopinière 53600 Evron.

34

STAGE D'EXPRESSION ORALE du 15 au 24 juillet à Béziers. Le travail est à la portée de tous. Il est ouvert à tous ceux qui souhaitent effectuer une recherche personnelle et collective. L'expression orale, telle que nous la proposons, basée sur des exercices simples, nous aide à retrouver les mécanismes premiers du langage par un entraînement sensoriel et moteur. Prix nourriture non comprise, 280F. Renseignements à Eliane et Tony Vetro 3 rue C Debussy 13700 Marignane.

STAGE DE TISSAGE du 13 au 19 avril. Chaque stagiaire a un métier 4 cadres 4 pédales. En initiation, apprentissage surtout des montages de chaînes, et des différents points de base ainsi que la confection d'habits simples. Les réalisations sont laissées libres aux stagiaires. Possibilité également d'apprendre à filer et à teindre la laine avec les plantes. Les conditions : 300F le stage plus 35F par jour pour l'hébergement, la nourriture et les assurances plus matières premières au prix courant.

47

JEUNE COUPLE d'agriculteurs cherchent à s'installer dans le Cantal ou dans l'Aubrac. Aussi aimeraient avoir contact avec des «GO» de ces régions pour étudier les possibilités. JC Constant chez M. Pessot Chemin du Cosse 47200 Mazmonde.

56

CHERCHE STAGE caprin ou ovin de préférence en Bretagne, logée-nourrie, déclarée, à partir du début mai. J'ai déjà une petite expérience de deux mois dans troupeau 150 brebis plus quatre chèvres. Je sais traire et faire fromages. Ecrire à Clair Corlover chez Pillet Keredren 56230 Questembert.

59

J'AI 22 ANS, deux bras, un grand cœur et une petite cervelle, pas encore corrompu, bien que l'on ait tout fait pour que je le sois, j'ai réussi à sauver mon identité des psychiatres qui m'ont interné un mois, et j'ai également sauvé mon individualité et ma liberté toute relative de la justice pour enfant, maintenant que je ne suis pas encore sénile, je veux sauver ma vie, cela fait un an que je m'ennuie dans un bureau, je veux du travail au vert, un travail épanouissant quoi ! Je suis à votre disposition à partir de mai pour un temps indéterminé. Ce n'est pas vital mais presque. Ecrire à : JM Roussel 287 rue du Hennoy Landas 59310 Orchies.

62

ON S'EN VA fin avril au plus tard, on se sépare de notre vache (pleine de 5 mois) et sa génisse de 7 mois (toutes les deux de race jersiaise comme le veau à venir fin juin) ainsi que de nos mères lapines qu'on préférerait ven-

dre vivante pour élevage. Si ça intéresse quelqu'un qui les soignerait bien (sans chimie) écrire ou passer : JB Drion Le Chlabio Grand-Rullecourt 62810 Avesnes le Comte.

SI VOUS AVEZ CONSTRUIT (ou avez un projet très avancé) une maison solaire ou bioclimatique, j'aimerais vous rencontrer et voir sur place pour étude d'un projet similaire. Ecrire à V. Vaast 17 Ancienne RN. Savy-Berlette 62690 Aubigny en Artois.

67

URGENT, achète troupeau de chèvres 1 2 3 années de lactation. Saanen ou Alpin chamoise 600L de lait moyenne du troupeau et plus. Ecrire C et S Ferme du Malplaquet 67130 La Broque.

COUP DE MAIN pour démarrer une ferme-auberge à partir du 1er mai 79. Mois de juin et juillet, fenaion manuelle. Ecrire Christian et Sine Ferme du Malplaquet 67130 La Broque.

74

DAVID 4ANS, et Bertrand, 2 ans, aimeraient bien rencontrer une personne sympa habitant dans les environs de Thonon les Bains, pour s'occuper d'eux, dans la journée. S'adresser Chaline Denis chez Roger Deville Le Lyaud 74200 Thonon les Bains.

75

SOYEZ ANIMATEUR de colonie en Allemagne. Cela est possible si vous avez entre 18 et 30 ans, si vous avez une connaissance de l'Allemand courant, si l'éducation des enfants vous intéresse, si vous pouvez justifier d'une bonne expérience dans ce

domaine. Rencontre et voyage UCJG 5 place de Vénétie 75013 Paris.

RANDONNEES à peaux de phoques en Savoie, pendant les vacances scolaires du 28 avril au 1er mai 79. Il faut avoir une bonne condition physique, un niveau 3 étoiles à ski et le désir de se lever à 5H... Renseignements UCJG / Marie Christine Coulon 5 place de Vénétie 75013 Paris.

77

EXISTE-T-IL UNE CRECHE sauvage, autogérée par des parents autour d'Orgenoy, Dammarie les Lys, Melun. J'attends un bébé pour la fin mars, j'aimerais y participer. MF Eymery. 438 12 64. 34 rue d'Aillon Orgenoy 77310 Saint Farjean Ponthemy.

81

LA LIGUE FRANÇAISE de l'Enseignement vous propose dix jours d'Ecologie rurale pour moins de 700F (tous frais compris). Vous apprendrez le fonctionnement d'un sol, de la plante, des systèmes écologiques, de l'atmosphère, du cosmos. Vous découvrirez le rôle de l'homme dans l'environnement et les conséquences de son comportement anti-naturel. Ecrire à Michel Fabries La Beauthe Haute Teyssou 81220 Saint Paul Cap de Joux.

82

CAUSE DEPART à vendre 25 chèvres alpines chamoisées plus tracteur Someca 511 plus charrue bisoc plus giroandaineur plus barre de coupe plus cultivateur plus botteuseuse. C'est urgent. Je retourne en montagne. Ecrire ou passer chez : Pierre Deleglise La Jarenne. Miramont de Quercy 82190 Bourg de Visa.

31

LE GROUPE D'OBJECTEURS récemment formé et se reconnaissant dans les choix de la FédO (ex!) a désormais des activités bien précises : Campagne pour l'amélioration du statut avec intervention auprès des parlementaires, information par tables de presse, lettres aux mairies, permanences, etc. Les réunions (jeudi 22 mars à 20H30) et les permanences (mardi et jeudi de 17 à 19H) se tiennent au local du 103-MAN 39 rue Peyrolières 31000 Toulouse.

L'objection-insoumission : une valeur qui monte ! 15 000F nouveaux : c'est le verdict rendu par le tribunal correctionnel de Vesoul, le 22 février 79 à l'encontre d'un objecteur insoumis au service civil. Cazeilles Alain avait comparu le 7 décembre, prévenu de désertion à l'ONF. Le jugement avait été mis en délibéré jusqu'au 25 janvier, puis encore reporté au 22 février. Les juges, qui s'étaient déjà distingués à l'audience par le refus d'entendre les témoins de la défense, ont aussi le goût de l'innovation : A l'éventail pourtant déjà bien étendu des peines qui frappent les objecteurs-insoumis, voilà une nouvelle carte aux mains de la répression : de la relaxe à la prison, ferme ou avec sursis, en passant par l'amende, la disparité des peines suivant les tribunaux correspond à l'arbitraire des poursuites. La répression ne saurait résoudre le problème politique que pose les insoumis. Bien sûr, appel sera fait à cette décision. Mais en attendant le prochain jugement devant la cour d'appel de Besançon, vous pouvez déjà apporter votre soutien en écrivant : CLO Toulouse. BP 3063 31025 Toulouse cedex CCP 157549 R Toulouse au nom de Boussard-Cholat.

Suite au procès de deux renvoyeurs de livrets à Montbrison le 22 février 400F d'amende sont demandés à chaque objecteur. Groupe d'objection en Monde Rural. La Croix Blanche 42140 Chazelles sur Lyon.

79

L'AN 02 est une démarche effectuée par de nombreux objecteurs pour demander un statut collectif. Tous les participants envoient la même demande au ministère de la défense. Nous organisons une réunion régionale le samedi 24 mars à 14H à la maison pour tous de l'avenue de Limoges à Niort. Coordination régionale BP 20 chez Charles Deselle. Le Grand Bousseau La Charrière 79360 Beauvoir sur Niort.

En solidarité avec Marc Fissore, jugé le 8 mars Nous renvoyons nos papiers militaires. Michel Bellic, JM Bernard, A Bosseau, JL Crapoulet, M Desetables, B Pluat, G Pochard.

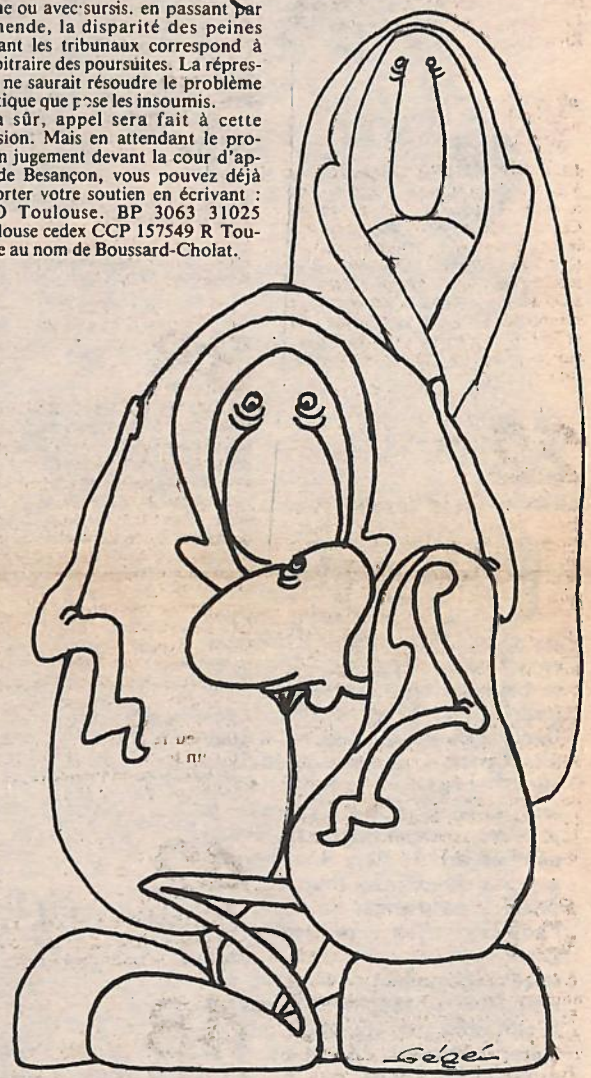
Les Circauds

17-18 mars : Expression émotionnelle. Ce marathon organisé par le Centre de Recherche Emotionnelle permettra aux participants à travers les SD (représentations de soi-même) de jouer et de revivre leurs émotions bloquées. Participation : 200F. Arrhes : 50F.

7 au 10 mars : Rythme. Approche d'une méthode d'apprentissage du rythme, basée sur des repères corporels. Cette méthode s'utilise collectivement, de façon à retrouver les fondements des jeux de groupe : polyrythmie de groupe, jeux d'écoute des autres, découverte des sons, approche des percussions rythmiques. Bon sens du rythme nécessaire. Avec J.P. Boistel. Participation : 200F. Arrhes : 50F.



Renseignements et inscriptions : Centre de Rencontres Les Circauds, Oyé, 71 610 Saint Julien de Civry. Permanence téléphonique de 11h à 13h30 au (85) 25 82 89.



Abonnement

170F à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger. 150F collectivités. 100F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de St Laurent en Brionnais, 71800 La Clayette.

(écrire en capitales)
 NOM
 PRENOM
 ADRESSE
 CODE POSTAL
 VILLE

Les maux pour le dire

En France, la notion de Quartier Haute Sécurité s'applique aux femmes détenues aussi bien qu'aux hommes. Même si l'administration s'abstient d'utiliser le terme de «sécurité» à leur égard, ces femmes sont pourtant soumises à un régime intensif d'isolement, de silence, de contraintes, de brimades, d'incommerciabilité.

La population pénale féminine présente généralement un caractère soumis et docile, c'est pourquoi à la prison de Rennes, Agnès Béothy fait depuis huit ans partie de ces détenues marquées du sceau de la «dangerosité». Parce qu'à l'inverse de ses co-détenues, elle

ose refuser la soumission, la discipline brutissante, dégradante, Elle fait front à ce règlement institué pour zombies téléguidées, elle se trouve depuis juin 1977 à l'isolement. Là aussi, elle refuse, elle ose encore vivre et voici maintenant 56 jours qu'elle refuse toute nourriture. Une grève de la faim, disent les journaux. Pour moi, un suicide, lent, très lent, dans la crasse, la solitude, la répression, l'angoisse, le découragement, la nuit. Elle revendique pour elle-même et pour les détenues soumises à ce régime, l'obtention de réunions, une ou plusieurs fois par semaine. Claudine Baptiste, une autre isolée a entrepris la même démarche voici 38 jours.

Aux Baumettes C. Maestracci est en prison pour un hold-up qu'il affirme ne pas avoir commis, refuse toute nourriture depuis maintenant 77 jours ! Il réclame la révision de son procès, tout comme Alain Hoffner, de son lit de l'infirmerie de Fresnes, le ventre vide depuis 47 jours...

Les nazillons de l'administration pénitentiaire semblent opter pour l'expérience scientifique. A savoir, jusqu'où pourront-ils tenir. Les émules du IIIème Reich connurent d'énormes succès dans ce domaine. Je souligne pour ceux qui l'auraient oublié, que les caractères spécifiques de l'homme et de la femme sont la station verti-

cale, les dimensions considérables de son crâne et, par suite, le poids de son cerveau, enfin le langage articulé. Le corps de l'homme est divisé en deux régions : la tête et le tronc, ce dernier comprenant le thorax et l'abdomen. Les membres sont une dépendance du tronc et se subdivisent en membres thoraciques ou supérieurs et en membres abdominaux ou inférieurs. La taille moyenne, plus considérable chez l'homme que chez la femme, varie selon les races, de 1,40 m à 1,70 m.

Si cette description vous renvoie à votre propre image, nul doute alors que la solidarité intra-espèce jouera. Dans les prisons françaises les prisonniers contestataires sont en voie de disparition. J'en ai souvent entendu hurler lorsqu'on abattait les bébés phoques, j'aimerais pouvoir entendre le même concert de protestations indignées. J'ai pas le temps non plus de vous expédier à chacun la photo d'un enfant africain souffrant de malnutrition, mais jeûnez seulement trois ou quatre jours et vous m'en direz des nouvelles. Gandhi pou-

vait se permettre cette fantaisie, y'avait des millions de gugus derrière lui. Agnès, Claudine, Charles et Alain sont seuls, seuls comme l'insoumis dans une caserne, et ils ne comptent que sur leur résistance physique. Moi, je compte sur vous. Un crayon, un papier, une enveloppe timbrée, faites-moi le plaisir d'exploser de rage, de ne pas mâcher vos mots. Vite, ça devrait déjà être fait !

Ecrivez au comité de soutien de Charles Maestracci, chez Don Quichotte, 110 rue du Château 75014 Paris

Celui d'Agnès et Claudine, mouvement «Prenons la Parole» 43 rue du Faubourg St Martin 75010 Paris.

Au directeur de la prison de Fresnes.

Ah, j'oubliais ! le squelette, c'est la charpente osseuse du corps de l'homme.

Mandrin. ●



Une affaire correctionnaliste transforme une inculpation d'«attentat à la pudeur sans violence sur mineure de moins de 15 ans» en «violence à enfant»... le dossier se base sur des témoignages truqués par la Brigade des Stupéfiants et du proxénétisme... le juge d'instruction se désaisit du dossier au profit de la Brigade des mineurs... qui refuse d'entendre le prévenu... Ce dernier est prévenu dans un service libre d'un hôpital psychiatrique, mais toujours considéré sous mandat de dépôt par l'administration pénitentiaire... Des tribunaux et experts psychiatriques incapables de se situer par rapport à la pédophilie... Telle est la situation exceptionnelle que vit Gérard Roussel, éducateur et amoureux d'enfants.

Poète marginal et solitaire, à la vie privée mystérieuse, Gérard Roussel est né le 17 juin 1947, à Paris. Depuis toujours, il préfère la compagnie des enfants à celle des adultes, et celle des petites filles à celle des petits garçons. Il est leur ami, leur complice, leur amant. Il est le gosse dans un corps d'adulte, comme elles sont adultes dans leurs corps d'enfants. Il est l'adultenfant, mot magnifique et magique par lui inventé. Il est, comme il l'explique, «l'enfant plus quelque chose», alors que beaucoup d'adultes, ne sont plus que des enfants moins quelque chose. Ses rapports avec les enfants dépassaient bien sûr le côté «sexuel» qui n'apparaissait qu'à l'occasion, comme dans toutes relations entre individus. Dans ses cahiers intimes, saisis plus tard par la police, il analyse son approche du sujet en ces termes : «L'enfant possède son propre potentiel sexuel libidinal, ses propres désirs. Dans un couple adulte/enfant, l'enfant exprime ceux-ci, ses désirs sont immenses et variés, disons pour simplifier que l'enfant recherche sous forme de jeu un plaisir au niveau de son corps plus sensuel que sexuel dans notre langage adulte, l'enfant est très sensible et recherche toute forme

Gérard au pays d'Alice

Les temps se font décidément bien durs pour ceux qui aiment enfants et adolescents en les considérant comme des êtres humains entiers : responsables et sexués.

de contact, caresses, baisers. La sexualité de l'enfant est polymorphe : elle s'intéresse à toutes les zones du corps, à tous les sexes, aux animaux, à tous les âges. Elle est essentiellement ludique comme toutes les activités de l'enfant, mais avec tout le sérieux que le mot «jeu» a dans les activités enfantines. En cas de relations adultes/enfants partagées, les rapports sont vécus sous forme de jeux sexualisés ou sensualisés, rien de sordide, de vulgaire dans ces relations saines, enrichissantes et épanouissantes. L'enfant recherche aussi cette complicité, cette amitié, cette disponibilité, cette tendresse, cette protection, cette reconnaissance de lui-même en tant qu'individu à part entière. C'est-à-dire une relation qu'il ne trouve ni avec ses copains/copines ni avec l'adulte quotidien.»

Gérard a beaucoup aimé (et a été aimé) dans sa vie. Des personnes de sexe féminin ayant environ entre 6 et 30 ans. On lui reproche présentement ses amours avec celles ayant entre 6 et 12 ans. Et il est en hôpital psychiatrique pour cela. Arrêté en septembre 1977, incarcéré depuis lors à la prison de la Santé, Gérard Roussel est alors transféré en hôpital psychiatrique le 10 août 1978, en raison de son état dépressif et de son extrême faiblesse physique. En l'état actuel

de l'instruction de son «affaire», aucune plainte n'a été déposée contre lui par les parents des fillettes concernées.

Mais revenons au moment de son arrestation. Ce jour-là, cinq flics le cernent dans un lieu public et lui passent les menottes. Cette opération fait suite à la saisie d'un film super 8, dans un labo photo, que Gérard avait réalisé et qui présentait un caractère «érotique» dont le principal interprète était une fillette de 7 ans. A son domicile, la police découvre une tonne de documents «compromettants», amassés depuis à peu près 15 ans. Films et photos de trois ou quatre fillettes, nombreuses autres photos et films très «sages» ou prises de vues de vacances style naturiste. Mais pour l'ordre moral la photo d'une enfant nue en train de jouer, c'est déjà un scandale... Ces documents prouvent d'ailleurs qu'il n'y a jamais eu de violences, bien sûr, ni contraintes d'aucune sorte, que les enfants venaient et revenaient chez l'éducateur de leur plein gré, et qu'elles savaient très bien pourquoi, et qu'elles-mêmes l'entraînaient dans sa chambre, que dans tous les cas il fut autant «séduit» que «séducteur». Aux flics de prouver que Gérard déliait dans son journal intime, ou pire, que ces enfants qui le rejoignaient n'étaient pas «normaux».

A la brigade des stupés et du proxénétisme, on lui fait signer sous la contrainte de faux interrogatoires. 48 heures de garde à vue, sans manger, sans boire, sans dormir. Et puis, c'est la prison de la Santé, où il fait une grève de la faim, de la soif...et de la parole, pour obtenir un statut «privilegié». A l'issue de trois semaines de chantage, on le transporte à l'infirmerie et il reste seul dans une cellule durant dix mois, sans que quiconque se préoccupe de son état dépressif. Que se passe-t-il ensuite ? Laissons la parole à l'interne qui le fit sortir de cet enfer : «Je ne t'ai pas entendu dire un mot, mais tu lisais, tu écrivais. J'ai passé 13 mois à la Santé, tu es le seul qui en soit parti volontairement pendant cette période. Pas parler, pas bouffer, le seul moyen d'en sortir en te laissant décrépiter doucement, tout doucement. Ça emmerde beaucoup plus sûrement la direction, psychiatres, médecins infirmiers, toute l'administration dans ses rouages intimes, qu'un suicide banal. Et tu gardes ta peau. L'ombre que tu étais, la mauvaise conscience de ceux qui t'observaient, ton refus, ta désoberissance...»

Bientôt, on se décide à l'envoyer à l'hôpital de Fresnes (hôpital dépendant de l'administration pénitentiaire). On avance son état «physique et psychique» pour s'en

débarrasser. Bagage, levée d'écrou, menottes, et le voici dans la salle d'attente. Un quart d'heure plus tard, sans avoir vu un médecin, on lui signifie qu'ici non plus on ne peut pas le garder. Retour en prison, Fresnes cette fois-ci. Deux heures après, levée d'écrou. On le conduit dans sa cellule d'origine de la prison de la Santé. Le tout, sans un mot, ni la moindre explication. Ce n'est que quelques jours plus tard qu'on daigne seulement l'avertir de son imminent transfert à Cabanis, le service psychiatrique de la Préfecture de Police, à St Anne.

Là, il passe quelques heures en compagnie d'un psy-fonctionnaire qui, devant son mutisme, décide de le placer en hôpital psychiatrique pour «état dépressif». C'est alors Villejuif où Gérard Roussel se trouve toujours actuellement, complètement perdu. Situation exceptionnelle, puisque prévenu dans un service libre d'un hôpital psychiatrique, la durée de son placement compte en temps de détention car, pour l'administration pénitentiaire, Gérard Roussel est toujours placé sous mandat de dépôt ! C'est d'ailleurs cette même administration qui règle la note du séjour, soit 250 F par jour, alors qu'elle-même dispose d'un important service psychiatrique à la Santé, qui traite également les «dépressifs». Décidément le cas Roussel dérange bien des consciences et il semble que chacun évite scrupuleusement de mettre les pieds dans une sale affaire de «détention arbitraire». Reste l'institution psychiatrique qui, elle, en a vu d'autres...

Sans ressources depuis plus de quinze mois, Gérard Roussel ne peut assurer sa défense par l'intermédiaire d'un avocat compétent. Amis lecteurs, vous pouvez l'aider financièrement en envoyant vos dons à Gérard Roussel, 54 avenue de la République, service 10, pavillon 28 A. 94800 Villejuif.

C.C.P.31 313 06 J. La Source.

Mandrin. ●